

6.000 BLESSÉS CHAQUE ANNÉE

le prix explosif du Mawlid !

CHERIF ALI



**La commune,
cœur du
développement**

EL YAZID DIB

**La réforme du dinar,
clef de voûte de
la transformation
de l'économie
algérienne**

ALI BENOUARI



MILITARISATION SOCIÉTALE ET INSTITUTIONNELLE

**Unir le peuple et l'État pour
garantir l'avenir de la Nation**

OUKACI LOUNIS

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE



**Les véritables
enjeux
énergétiques
et géopolitiques
de l'opération
de nettoyage
ethnique à Ghaza**

KHIDER MESLOUB



**Il n'y a pas
un problème
de l'islam en
France mais un
problème de la
France sioniste
avec l'islam**

AREZKI BELKACIMI

**Livres: chroniques
glaciales**

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

Ghaza Plus de 1.100 martyrs en trois semaines



Mohamed Mehdi

Mercredi 697^e jour de l'agression sioniste contre la population civile de Ghaza et 6 mois (185 jours) de siège total de l'enclave, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre les femmes, les enfants, et les personnes à la recherche d'aide alimentaire.

Le rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé, fait état de 417 victimes lors des précédentes 24h (mardi), dont 113 martyrs et 304 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza, portant à 63.746 martyrs et 161.245 blessés, le nombre total de victimes palestiniennes depuis le 7 octobre 2023. Le bilan des victimes depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, passe 11.615 martyrs et 49.204 blessés.

En outre, l'armée d'occupation et les agents de la fondation américaine «GHF» ont tué 33 Palestiniens et blessé 141 autres dans les «centres d'aide» israélo-américains, durant les précédentes 24 heures, portant le nombre total des victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire à 2.339 martyrs et 17.070 blessés. Par ailleurs, le ministère a fait état du décès de 6 nouveaux cas de personnes affamées, dont 1 enfant, portant le nombre total de victimes de la famine et de la malnutrition, imposée par Israël avec le soutien des Etats-Unis, à 367 martyrs, dont 131 enfants.

PLUS DE 1.100 MARTYRS EN TROIS SEMAINES DANS LA VILLE DE GHAZA

Hier, le bilan des bombardements de l'armée sioniste, depuis l'aube jusqu'à 16h (localement), recensé par les hôpitaux de l'enclave, avait atteint au moins 44 martyrs, dont 33 dans la seule ville de Ghaza qui est soumise à une importante opération militaire sioniste. «Au cours de son offensive contre la ville de Ghaza depuis trois semaines, l'occupation «israélienne» a tué 1.100 martyrs et fait exploser plus de 100 robots piégés au milieu de quartiers résidentiels», a indiqué, hier, le Bureau des médias du gouvernement de l'enclave. La déclaration ajoute que lors la «nouvelle opération militaire terrestre criminelle, lancée depuis le 13 août dernier, dans la ville de Ghaza», l'armée d'occupation israélienne «a commis une série de crimes et de génocide contre des familles palestiniennes» en ciblant des «quartiers résidentiels densément peuplés».

L'armée sioniste «a contraint les habitants de la ville de Ghaza et du nord de l'enclave à évacuer de force», en faisant exploser «plus de 100 robots piégés dans les rues et les ruelles peuplées de civils» et «en menant plus de 70 frappes aériennes directes avec des avions de combat», faisant au moins «1.100 martyrs et 6.008 blessés au

Attaf reçoit le DG de l'OMPI

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, mercredi au siège du ministère, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), M. Daren Tang, en

visite officielle en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre a permis d'examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, dans le cadre de l'inauguration officielle d'un bureau régional de cette

agence onusienne en Algérie, notamment à travers l'accompagnement des efforts nationaux visant à développer l'industrie, à promouvoir les start-up et l'innovation, à valoriser les ressources humaines et à préserver le patrimoine culturel», selon le communiqué.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Le Mawlid Ennabawi : entre divergence et esprit d'unité

Et nous voilà, de nouveau, au seuil de la journée du Mawlid Ennabaoui. Comme chaque année, le même refrain revient : la polémique qui oppose deux positions bien connues dans la communauté musulmane. D'un côté, ceux qui considèrent qu'il est tout à fait légitime, voire recommandé de célébrer la naissance du Prophète Muhammad (paix et bénédiction sur lui), en tant qu'acte d'amour et de reconnaissance envers celui qui a guidé l'humanité vers la lumière. De l'autre, ceux qui rappellent que cette pratique n'existait pas du temps du Prophète ni de ses compagnons (les Salafs), et qu'elle serait donc une innovation (bid'a) étrangère à l'esprit originel de l'islam.

Les partisans de la célébration du Mawlid invoquent des preuves indirectes : la joie d'évoquer le Prophète, les recommandations de multiplier les prières sur lui, comme signe que cet événement mérite d'être rappelé avec ferveur. Ils voient dans cette commémoration une occasion précieuse d'enseigner sa biographie, de raviver l'amour envers lui, et de renforcer la foi.

En revanche, les opposants estiment que toute innovation dans la religion est un égarement, et que la meilleure façon d'honorer le Prophète est de suivre strictement sa Sunna sans y ajouter ni retrancher quoi que ce soit. Selon eux, le risque de dérives culturelles,

de festivités excessives, voire de pratiques contraires à l'éthique islamique, est trop grand pour justifier une telle célébration. Mais au-delà de cette divergence, une chose unit les deux camps : l'amour sincère du

Prophète Muhammad (paix et bénédiction sur lui) et le désir de préserver la pureté de sa religion. Dès lors, ne serait-il pas possible de concilier ces deux visions dans une approche respectueuse de la foi et de la tradition ? Célébrer le Mawlid ne devrait pas être un prétexte à des excès, à des spectacles vains, ni à des comportements contraires à la morale islamique. Il devrait plutôt être un moment de recueillement, d'apprentissage, de rappel de ses enseignements, de prières et de lecture du Coran. Il ne s'agit pas d'innover dans la religion, mais de raviver les cœurs. Il ne s'agit pas d'imiter des coutumes étrangères à l'islam, mais de renouveler l'engagement envers le message du Prophète. Ainsi, célébrer le Mawlid dans les limites de l'esprit islamique, sans extravagance ni innovation blâmable, peut être une expression sincère de notre amour envers le Sceau des prophètes.

Et peut-être qu'en dépassant les disputes inutiles, nous pourrions faire de ce jour un moment d'unité, de fraternité et de retour à l'essentiel : vivre l'héritage du Prophète dans notre quotidien, avec sincérité, pitié et respect.

cours de la période mentionnée», avec une moyenne de «plus de 52 morts et plus de 285 blessés par jour», précise le communiqué du gouvernement de l'enclave.

La déclaration ajoute que le système de santé dans la ville de Ghaza et le gouvernorat du nord est «totalement effondré, en raison des attaques systématiques de l'occupation».

PLUS DE 11.000 PRISONNIERS, DONT 400 ENFANTS, DANS LES GEÔLES ISRAËLIENNES

«Le nombre de prisonniers et détenus palestiniens dans les prisons de l'occupation israélienne a dépassé les 11.100, en majorité des détenus administratifs et des personnes arrêtées», a indiqué, hier, la Commission des affaires des prisonniers et des ex-détenus (CDA, acronyme en anglais). Le communiqué précise que ce chiffre «n'inclut pas les détenus incarcérés dans les camps de l'armée d'occupation», relevant qu'il s'agit du «nombre le plus élevé depuis le début de l'Intifada d'al-Aqsa de l'année 2000». Autres détails livrés

par la CDA, parmi les prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes, «il y a 49 femmes, dont deux originaires de Ghaza, et plus de 400 enfants». Sur les 11.100 prisonniers, «le nombre de détenus administratifs (sans inculpation ni procès) s'élève à 3.577, ce qui représente le pourcentage le plus élevé par rapport au nombre de prisonniers arrêtés, condamnés et classés comme «combattants illégaux» estimés à 2.662», ajoute la Commission, notant que ce chiffre «n'inclut pas tous les détenus de Ghaza dans les camps de l'armée d'occupation». «Il convient de noter que cette classification («combattants illégaux», ndlr) inclut également des détenus arabes du Liban et de Syrie», lit-on également dans le communiqué de la Commission des affaires des prisonniers et des ex-détenus palestiniens.

DÉTÉRIORATION DE LA SITUATION DES PRISONNIERS

De son côté, Abdellah Zeghari, le président du Club des prisonniers palestiniens a alerté, dans une déclaration à Al Jazeera, sur les dangers mortels et les menaces de

liquidation des leaders des détenus. Abdellah Zeghari décrit une «détérioration catastrophique des conditions des prisonniers palestiniens, avec des politiques systématiques de représailles et de punitions collectives qui s'intensifient depuis l'agression contre Ghaza, menaçant directement la vie des détenus et de leurs leaders». Parmi les pratiques citées, par le président du Club des prisonniers palestiniens, des «politiques de privation de nourriture (en quantité et en qualité) et de torture (agressions quotidiennes par des unités spéciales, utilisation de chiens policiers, fouilles au corps humiliantes, torture physique et psychologique)», la «propagation massive de maladies, notamment cutanées, dues à des négligences médicales et un manque d'hygiène», faisant craindre une «hausse du nombre de morts parmi les détenus dans les prisons israéliennes». Les détenus de Ghaza souffrent davantage, affirme l'intervenant qui cite le cas du Dr Houssam Abu Safiya (directeur de l'hôpital Kamal Adwan) «atteint de maladies de peau, soumis à la famine, à la négligence médicale et ayant perdu les deux tiers de son poids».

Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20**Imp.:** Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.compublicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Diffusion :** Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Ouverture aujourd'hui de l'IATF 2025 à Alger L'Afrique à la croisée des chemins

A. Z.

Place aux actions concrètes pour faire de l'Afrique un continent pleinement intégré. Après une préparation intense durant ces derniers mois, la 4^e Foire commerciale intra-africaine (IATF), une plateforme commerciale et d'investissement, considérée comme la plus influente d'Afrique, ouvre ses portes aujourd'hui jeudi 4 septembre, à Alger, pour accueillir plus de 2.000 exposants, des délégations venant de 140 pays et plus de 35.000 visiteurs professionnels attendus tout au long de l'événement qui se prolonge jusqu'au 10 septembre.

Tous les experts économiques s'accordent à dire que cette édition de l'IATF s'annonce comme « un événement commercial historique et une porte d'entrée vers des perspectives commerciales et d'investissement sans précédent à travers l'Afrique ».

L'édition la plus importante et la plus ambitieuse depuis son lancement, grâce à l'ampleur de sa participation, aux perspectives économiques qu'elle ouvre et aux moyens exceptionnels mobilisés pour sa réussite, en droite ligne avec la vision de Tebboune, inscrite dans la continuité de l'engagement historique de l'Algérie en faveur de l'intégration continentale. Placée sous le thème «Une passerelle vers de nouvelles opportunités», cette 4^e édition devrait également s'achever par la signature d'importants accords commerciaux et d'investissements dont la valeur dépasserait les 44 milliards de dollars.

Notons que depuis son lancement en 2018, l'IATF a conclu lors des trois précédentes éditions plus de 100 milliards de dollars US d'accords commerciaux, et a accueilli plus de 70.000 visiteurs et plus de 4.500 exposants. Et l'Algérie a mis le paquet pour donner à ce rendez-vous un nouveau souffle à travers la mise en place de stratégies visant à construire des chaînes d'approvisionnement résilientes et à stimuler le commerce intra-africain.

Dans ce cadre, l'Algérie a mobilisé l'ensemble des moyens nécessaires pour offrir aux participants (délégations officielles, expo-

sants et visiteurs professionnels) des conditions d'accueil optimales, mettant en place des mesures d'accompagnement et de facilitation destinées à faire de cette 4^e édition la plus importante et la plus ambitieuse jamais organisée depuis le lancement de l'IATF en 2018.

Organisée par l'Algérie, la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), initiatrice de cette foire, la Commission de l'Union africaine et le secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), cette 4^e édition a suscité une attention particulière de la part des plus hautes autorités du pays qui ont veillé à impliquer toutes les parties concernées pour assurer une meilleure organisation de cet événement d'envergure. Rappelons qu'en avril dernier, lors d'une réunion du Conseil des ministres, le président de la République avait ordonné la mise en place de toutes les facilitations nécessaires pour la participation des partenaires africains à cet événement économique et l'ensemble des mesures et dispositions à même de contribuer à sa réussite au profit des économies nationale et africaine. L'ambition affichée par l'Algérie est celle de réussir cette 4^e édition qui sera organisée au Palais des expositions (Pins maritimes) et au Centre international de conférences (CIC) «Abdellatif Rahal», au vu de l'importance de cet événement biennal qui constitue l'une des plus grandes plateformes de partenariat pour le commerce et l'investissement dans le continent.

Un riche programme marque cet événement économique, avec des salons spécialisés, une journée dédiée à l'Algérie, un sommet des agences d'investissement, une rencontre consacrée à la diaspora africaine, des rendez-vous d'affaires B2B et B2G, un forum sur le commerce et l'investissement, un salon de l'industrie automobile, des espaces dédiés aux startups et à l'innovation, ainsi qu'un riche volet culturel et artistique. L'Algérie ne manquera certainement pas l'occasion d'exploiter ses atouts industriels, agricoles et énergétiques, pour se positionner comme un hub régional incontournable du commerce et de l'investissement.



Raïna Raïkoun

Amine Bouali

Lettre à Meriem Abu Dagga

Tu es tombée à Ghaza, le 25 août dernier, à 33 ans, lors d'une frappe israélienne sur l'hôpital Nasser de Khan Younes. Tu tentais

alors de secourir une collègue blessée. Ce même jour, quatre autres journalistes palestiniens ont aussi perdu la vie. Appareil photo en bandoulière, tu allais là où la souffrance de ton peuple t'appelait.

Tu travaillais pour l'agence Associated Press et plusieurs médias internationaux. Tu photographiais les civils, les femmes, les enfants blessés de Palestine. Comme tant d'autres journalistes de Ghaza, tu avais rédigé un testament, malgré ton jeune âge. Tu n'espérais qu'une chose : que ton fils, Ghaïth, 13 ans, soit fier de toi.

Tu ne l'avais pas revu depuis dix-huit mois. Il avait été évacué avec son père aux Émirats. Toi, tu étais restée pour couvrir la guerre de l'intérieur, au cœur de la zone de danger. Mais tu lui avais laissé une lettre :

« Ghaïth, mon fils, j'aimerais te serrer à nouveau dans mes bras. Je veux que tu réussisses, que tu deviennes un grand homme d'affaires. Si un jour tu as

une fille, appelle-la Meriem, en souvenir de moi. Pour qu'on ne soit plus jamais séparés. Tu es mon amour, mon cœur, mon pilier, mon âme ».

Meriem, tu es morte dans un hôpital devenu cible. Depuis le début de cette guerre cruelle imposée au peuple de Ghaza, plus de 200 journalistes palestiniens ont perdu la vie. Visés malgré leurs gilets « presse », malgré leurs caméras. Israël parle d'erreurs, d'accidents. Mais la répétition dit tout autrement.

Tu avais demandé qu'on ne verse pas de larmes à ton enterrement, Meriem. Pourtant, comment ne pas te pleurer aujourd'hui ? Tu n'es plus là pour témoigner. Mais ton regard, lui, continue de nous hanter. Et il nous oblige à ne pas oublier.

Oum El Bouaghi et Tiaret Quatre personnes écrouées pour spéculation illicite sur les pneus

El-Houari Dilmi et R. N.

Le Tribunal d'Oum El-Bouaghi a ordonné, mardi, le placement en détention provisoire d'un individu impliqué dans une affaire de spéculation illicite sur les pneumatiques, indique un communiqué du parquet de la République près ce Tribunal.

«Conformément aux dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le Tribunal d'Oum El-Bouaghi informe l'opinion publique que dans le cadre de la poursuite de la lutte contre le phénomène de la spéculation illicite sur les marchandises, et suite à des informations parvenues aux services de la police judiciaire faisant état d'un individu exerçant l'activité de vente en détail de pneumatiques et exploitant des entre-

pôts non déclarés. A l'issue de leur perquisition, 304 pneumatiques ont été saisis», précise la même source.

En date du 2 septembre 2025, «l'individu en question, répondant aux initiales (B.GH), âgé de 49 ans, a été présenté devant le parquet de la République, puis déféré devant le Tribunal, conformément aux procédures de comparution immédiate, pour spéculation illicite».

Lors de sa comparution, le juge a ordonné le renvoi de l'affaire à la séance du 9 septembre 2025, et le placement de l'accusé en détention provisoire, selon la même source.

A Tiaret, les services de police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya ont saisi le 31 août dernier, 525 pneus en caoutchouc destinés à la spéculation. L'enquête préliminaire a conduit à l'ar-

restation de deux individus, selon un communiqué du parquet près le tribunal de Tiaret. Présentés mardi devant le tribunal de Tiaret, les mis en cause ont été déférés devant le juge des délits, selon la procédure de comparution immédiate, pour «spéculation commerciale illicite». Le tribunal correctionnel de Tiaret, après audition des mis en cause, a décidé de reporter l'examen de l'affaire au 9 septembre 2025, tout en ordonnant la mise en détention provisoire des deux prévenus. Il est à noter que l'un des accusés avait déjà comparu devant le tribunal de Tiaret après avoir été interpellé en possession de 480 pneus destinés également à la spéculation. La justice avait prononcé contre lui une condamnation à sept (7) ans de prison ferme, assortie d'un mandat de dépôt immédiat.

Aïn Temouchent Une femme et son bébé tués dans un accident de la route

Une femme et son bébé ont trouvé la mort et quatre autres personnes ont été blessées dans un accident de la circulation survenu mardi soir à Aïn Temouchent, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya. L'accident s'est produit sur la route nationale RN108 entre les communes d'Aïn Temouchent et El Maleh, suite

au dérapage d'un véhicule qui est allé percuter un arbre. Le drame a coûté la vie à une femme âgée de 32 ans et à son nourrisson de 13 mois, et blessé quatre autres personnes (deux hommes et deux femmes), âgées entre 14 et 58 ans, précise la même source.

Les blessés ont été évacués vers le service des urgences médicales de l'Eta-

blissement hospitalier «Ahmed Medeghri» d'Aïn Temouchent pour recevoir les soins nécessaires, tandis que les corps des deux victimes ont été transférés à la morgue du même hôpital, a-t-on indiqué. Les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête afin de déterminer les circonstances de cet accident.

La commune, cœur du développement



Par El yazid Dib

Les frais sont faciles à être engagés, les ressources sont difficiles à se collecter. Osons faire cette transposition où l'aisance de la facilité surplombe la difficulté de l'œuvre. La culture financière a aussi ses rimes, ses césures et ses vers. L'acte de rendre l'Etat débiteur est à la portée d'un bon de commande, l'acte de le rendre créancier ne s'opère que par le fisc. Ou se trouve la part dynamique du gestionnaire ? Ou est celle de l'initiative locale ?

Le développement étant une équation complexe est devenu chez nous une simple opération arithmétique. Quand un budget se consomme, l'on croit y avoir fait une prouesse. Quand des taux avancés sont avancés comme critères de bonne gouvernance, l'on croit y avoir atteint une finalité. Alors que les règles les plus strictes en matière de management de projet exigent, outre la concrétisation rationnelle d'objectifs prédéfinis mais également par effet de conséquence, la création d'une plus-value.

La chose est tout autre. Tout se réalise par des enveloppes laissant ainsi un vide sidéral autour du profil du chef, du directeur ou du gouverneur du coin. Cette enveloppe, ces crédits décentralisés et inscrits ainsi sur une nomenclature figée, inepte et standardisée pour tous, n'auront nul mérite en termes de performance. En dehors des actes de gestion de l'action du service public, tous les programmes sectoriels sont assis sur des masses financières puisées dans la cagnotte nationale. Celle-ci n'est alimentée dans sa quasi-totalité que par la rente des hydrocarbures et, à un degré moindre, par la ressource fiscale. Quel est l'exploit réalisé dans la construction de pôles urbains, d'infrastructures socio-éducatives ou autres vernissages plaisantins sur de l'argent affecté d'Alger ? Le développement ou l'investissement ne peut continuer à se supporter sur la seule dépense publique. Sinon rien n'aurait à faire une différence entre les uns et les autres. Dans de telles situations la problématique du développement se complique davantage et n'arrive point à finir les attentes populaires. Les exemples sont édifiants. Il n'existe aucun secteur où la vision dans les diverses échéances ne soit sujette à un consensus entre le pouvoir central et l'autorité locale. L'ordre prend son trône sur la proposition et se force à s'exécuter sans dissection. A la place d'une étude pérenne et globalisée propulsée dans une projection d'infini, dans la direction des villes et des affaires générales publiques, s'installent des humeurs et des affinités. Chaque responsable qui remplace un autre, fait remplacer par le sien le projet d'avenir lancé par l'autre. Chacun croit, par voie de constat des lieux que l'autre a tort et qu'il doit redresser ces torts. La valse ainsi continue pour ne rien laisser voir une chose complètement se finir. En l'absence de « d'une politique du compter-sur-soi » à concevoir après un brainstorming avec les acteurs locaux d'entre élus et sphères civiles, la gestion locale se perpétuera dans l'intuitu-personae. Ceci ne sera plus de mise, eu égard à la controverse économique pleine d'embûches qui guette les finances publiques nationales. Cette approche managériale est maintenant impérative. Presque décrétée, par nature.

Agissant dans le ratio et la réalité, dans la concertation, dans l'analyse et la prospective, dans la participation citoyenne ; cet instrument conceptuel, surtout impersonnel, sans sentiment ni amicalité aura à dresser une orthographe stable, durable pour chaque contrée en relevant les prépondérances, les impératifs et les pertinences. Le fatidique et l'imprévu étant des parents alliés à la force majeure seront traités à l'unité. Chaque région aura à résoudre ses déficits selon ses propres compétences. Une démarche pareille n'est faite que pour stimuler l'esprit de responsabilité et l'âme compétitive. Le plus averti des observateurs distinguera d'énormes écarts dans la progression des opérations dites de développement. Si l'on inscrit une école là, elle le sera ailleurs à l'identique. Ceci fonctionne par type, classe et genre. Tout projet est libellé sous un indicatif unique et exclusif. Il suffit de sortir de ce « tableau » de projets, toute initiative, idée ou entrain local est vouée par rigueur centraliste à l'échec et à la non-réalisation. La planification persévère à scruter l'horizon de la croissance physique de certaines agglomérations ; à se confiner dans une centralisation étouffante, frôlant quelque part l'orthodoxie bolchevique. Qu'aurait-elle à créer une dépense injectée sur fonds publics dans le pavoiement de structures ou le remplissage d'espaces fonciers par des milliers de tonnes de

L'Algérie doit revoir son avenir dans la richesse de ses communes. Tous les états généraux sont censés être convoqués pour faire prendre conscience des défis qui se pointent. L'imminente donne est certes escarpée, mais son franchissement n'est pas impossible. Le problème est toujours comportemental. D'esprit de gestion.



béton ? L'on aurait plus à gagner si l'on stimulait surtout les communes à fructifier leurs biens et gérer librement dans une autonomie fonctionnelle leur capacité de renforcement des ressources financières.

La commune, véritable cheville de tout développement s'est longuement confinée dans un réceptacle de fiscalité involontaire de sa part. Elles ne vivent, ces communes, pour les plus nanties, que des subsides engrangés par l'application de l'impôt qui, dans l'absolu, n'est pas toujours totalement recouvré. L'amélioration de son assiette fiscale se devait d'être une autre plate-forme d'enrichissement et de renflouement de la caisse municipale.

C'est pourquoi l'amélioration des recettes budgétaires devra se traduire par un accroissement des investissements, un accès libre à l'esprit d'entreprendre plutôt que d'encourager la commune à dépenser dans le fonctionnement ordinaire. Toutes les communes ont plus de 70% de la manne financière dans la masse salariale. Ou se trouve donc la part d'un investissement créateur de richesses ?

L'investissement reste le meilleur moyen de booster notre économie qui, en fait, n'est basée que sur le commerce.

Ainsi le rôle économique de la commune n'est plus à souligner. C'est un point vital, de survie. Elle est censée, voire contrainte d'agir en amont de toute attraction d'investissement. Le portefeuille patrimonial qu'elle détient en immobilier nu ou bâti, s'il s'accomplissait pour sa gestion dans une flexibilité juridique, aurait en toute responsabilité l'ambition de pouvoir faire produire des projets en nette plus-value. Une commune qui se voit extraire de son tissu urbain des îlots pour y faire du social ne peut afficher d'être compétitive. Une commune qui se voit supplanter, sur son territoire, par des organismes de gestion des zones industrielles desquelles elle ne tire que de la tracasserie liée à l'environnement et à l'écologie, ne sera qu'un appendice toujours déficitaire et en permanente quête de mendicité publique.

La commune est devenue un grand service social destiné à satisfaire les pires besoins. Elle ne peut accéder à un statut de pourvoyeur de richesse malgré ses fortunes virtuelles. Le pire c'est que ces programmes pompeusement intitulés PCD -plan de développement communal- sont le plus souvent squattés au profit de lifting d'un chef-lieu de wilaya en éternelle transformation et ravalement de trottoirs, de façades, d'entrées, de sorties. Le développement ne se greffe de la sorte que dans un plan en papier. Le cycle infernal dans lequel pivote le foncier entre Domaines/Agriculture/ Forêt /Aniref/ PME/PMI/ exclut d'emblée la commune. Ses propres biens sont le bien de tout le monde. Elle

ne peut de ce fait avoir tous les éléments constitutifs de la propriété privée, en usus, fructus et abus. Dépossédée crescendo depuis la révolution agraire, elle ne put, la pauvre, à l'instar de ceux qui ont été indemnisés, se réapproprier ses terres. Nationalisées, ces terres communales seront versées au domaine public au moment où les autres furent reversées à leurs propriétaires primaires. C'est là, la première injustice commise à l'égard de cette cellule de base. La seconde serait cette obligation de contrôle d'opportunité inutile des délibérations qui suffoque la libre entreprise et obstrue l'accès à toute résolution, pourtant souveraine, populaire et républicaine. la commune doit ainsi être au cœur de toute l'organisation.

Si les grandes villes s'ouvrent béatement aux grands investissements, les petites sont par contre réduites à des entités de calvaire et de dénuement. L'essentiel est que toutes semblent s'égaliser. Il n'y a pas de traits distinctifs séparant les unes des autres. Le plan national est généralisé pour l'ensemble. Seul le classement ou le type de projet émis d'Alger, tient lieu de critère d'implantation. Là une question taraude l'esprit : en quoi toutes les wilayas se valent-elles ? N'y a-t-il pas des spécificités inhérentes tant à la jeunesse, l'ancienneté, l'historicité urbanistique, l'aptitude à l'ouverture, la potentialité locale, le génie ancestral, à chacune d'elles ? L'égalité territoriale, nouveau concept manager des villes, est devenue maintenant ce que fut l'équilibre régional dans les années révolues. Partant de ce constat, il n'est plus nécessaire donc de faire de l'évaluation sur des comptes financiers de suivi de projets mais sur le marketing territorial et initiation des projets attractifs d'investissement hors dépenses publiques.

Une autonomie managériale, de compétitivité est à mettre en place par un dispositif d'évaluation des performances. Les termes de ces contrats doivent porter, pour chaque responsable local, la réalisation d'objectifs spécifiques, mesurables, accessibles, réalisables et temporels arrêtés au préalable de concert avec une commission poly-sectorielle. Le challenge des walis reste à se confiner dans l'équation, qui réalise le plus de richesse que de bâtir des murs et des enceintes. Plus d'emplois équivaldrait à plus de bonheur social.

L'Etat doit garder son rôle régalién d'aménageur, de régulateur et non s'invertir dans l'intervention productive. Un Etat qui produit encore des clous et des vis, des couteaux et des briques n'a pas une raison pour survivre longtemps aux crises cycliques et pertinentes. Même agissant sous de formes statutaires commerciales à peine déguisées, il reste le détenteur le plus fortuné dans le monde industriel et mercantile national. L'on ne peut faire une économie libé-

rale par un socialisme clandestin et non identifié ou par un marché libre et informel. L'entreprise est un acte marchand qui prend des risques. L'Etat ne risque pas, il assure la diffusion du progrès dans un schéma organique d'égalité et de justice.

Si l'on parle à longueur de séminaires de cette panacée de « bonne gouvernance », que l'on fasse autant par acte et détermination pour commencer dans une « gouvernance administrative de la commune ». Réhabiliter l'administration locale faciliterait la tâche à son personnel élu. On a toujours tendance à blâmer un maire pour une mauvaise gestion ou une non-gestion de la ville, sans pour autant s'en référer à sa logistique qui, par définition, reste indépendante de sa volonté. En fait, l'assemblée populaire hérite d'une administration que sa précédente ne pouvait choisir. Le secrétaire général, patron juridique, fonctionnaire nommée par décret présidentiel -pour les chefs-lieux- devrait suppléer le maire en sa qualité d'ordonnateur. Le plus souvent, philosophie politique exige, le maire n'est pas censé provenir d'un institut spécialisé dans l'exécution budgétaire ou les couacs de la finance publique. Il est là par principe pour gérer un programme politique par les moyens de l'administration. Il le fait par le consensus des délibérations. On a vu des maires mettre la tête dedans, pour signer une cinquantaine de gros parapheurs jour ! Ceci va des ordres de versement, des fiches de salaires, des baux, des concessions, des titres, des permis, des certificats, des arrêtés, des actes et tout autre document anodin.

La panoplie est dense et truffée de lois, règlements et textes subséquents. L'urbanisme, la santé, le social, le parc, la voirie, la salubrité, l'expulsion, le pavoiement, l'émeute, le protocole, la fanfare et le folklore sont tous dévolus à Monsieur le Pauvre Maire. Même si délégation de pouvoir y est, les adjoints ou vice-présidents sont tout aussi submergés, qui par ces actes, qui par l'idée de mettre les bâtons dans la roue.

Ce qui semble faire beaucoup peur, n'est pas l'insuffisance d'argent, mais le manque de réaction. La collectivité locale doit se ressaisir et sortir un peu de la torpeur qui la fait somnoler. A ce titre, l'Etat doit à son tour sortir un peu de sa réserve et des frilosités qu'il développe à l'égard des communes.

Il faut bien les étoffer de plus d'attributions, de plus d'actes responsables. La rigueur n'est pas le seuil du développement ; elle le soutient, le nourrit. L'austérité ne ramène pas la croissance, elle la conforte, l'aguerit. L'ensemble reste convaincu qu'en face des potentialités, le défi est à portée de main. Pourvu qu'il y ait du cran, de la foi et de la passion supplémentaire.

La réforme du dinar, clef de voûte de la transformation de l'économie algérienne

Par Ali Benouari*

1ère partie

J'ai longtemps hésité sur le titre de cette contribution. Le titre initial était : « Pour une grande réforme monétaire, fiscale et financière et douanière ». Ce changement de titre n'est pas dicté par le souci d'accrocher l'attention du lecteur par un thème qui fait l'actualité, mais par le souci de trouver un trait commun à toutes les réformes qui touchent à la sphère financière. Toutes ces réformes sont à l'évidence liées, mais celle de la monnaie a la particularité de constituer la trame d'un grand enjeu, celui des libertés en général et de la liberté d'entreprendre en particulier. C'est cette préoccupation qui a inspiré mon étude en dix chapitres, publiée par le quotidien El Watan, les 24 et 25 décembre 2005, sous le titre « plaidoyer pour une convertibilité totale du dinar ».

Après sa parution, Ahmed Ouyahia, alors Premier Ministre, avait interdit tout débat public sur le sujet, lors d'une très étrange intervention à la télévision algérienne.

Pour quelle raison ? Peut-être était-ce l'évocation de ce rôle particulier de la monnaie, brillamment souligné par le célèbre économiste Jacques Rueff (auteur de la réforme du franc français en 1960), dans son célèbre essai « l'âge de l'inflation » ? Je lui ai emprunté en effet ces deux citations : « Enchaîner l'homme, c'est enchaîner sa monnaie, enchaîner la monnaie, c'est enchaîner l'homme », et « aujourd'hui plus que par le passé, le sort de l'homme se joue sur la monnaie ».

Comment lui donner tort, quand on voit aujourd'hui à quel point la puissance hégémonique des États-Unis se confond avec celle de leur monnaie et les immenses efforts déployés par les pays des BRICS pour trouver une monnaie commune, afin de briser cette hégémonie ? Comme Jacques Rueff, j'exprimai l'idée générale qu'une économie libérale a besoin d'une liberté de change, laquelle est consubstantielle aux libertés en général, comme le montrent les exemples des pays (Allemagne, Japon, Italie) qui ont procédé à des émissions de monnaie sans limites, avant et pendant la seconde guerre mondiale, provoquant une inflation ruineuse dont leurs unités monétaires ont gardé longtemps la trace. Comme des stigmates de leur inflation passée, associée à leur passé totalitaire. L'euro a effacé ces traces pour l'Allemagne et l'Italie. Le Japon a gardé ses deux chiffres de plus.

J'ai ajouté, depuis, les dimensions qui manquaient à cette première étude, notamment la dimension fiscale. Ainsi encadrée, et complétée par des instruments et mécanismes appropriés, propres à l'économie de marché, la libération complète de change pourrait aider à libérer les formidables énergies qui sommeillent, à réveiller ce « géant endormi », comme certains ont qualifié l'Algérie.

Notre pays est en effet entré dans l'économie de marché en 1990 avec les anciens outils et mécanismes de l'économie administrée. Des efforts ont été faits, mais bien insuffisants pour produire une économie moderne, productive, concurrentielle et transparente.

2 - Les outils de gestion à disposition sont inopérants pour traiter une réalité qui s'est complexifiée.

Ces outils sont devenus une entrave à la liberté d'entreprendre. Ils n'ont pas réussi à juguler le développement de l'économie souterraine, qui freine l'efficacité des politiques publiques, notamment aux niveaux de l'encouragement des investissements et de la création d'emplois.

Une économie souterraine qui crée, par ailleurs, de nombreuses distorsions dans l'allocation des ressources financières et une corruption qui gangrène les institutions.

L'inclusion de notre pays dans la liste grise du GAFI en Octobre 2024 et sa mise « sous surveillance renforcée », la faiblesse persistante des prix pétroliers, la guerre des tarifs douaniers menée par les USA, les pressions de l'Union européenne sonnent comme autant de menaces à prendre au sérieux. Plus que les déficits financiers qui s'accumulent de nouveau, c'est le retard que nous mettons à corriger les déséquilibres structurels de notre économie qui constitue le véritable danger.

Ce retard, peu d'Algériens sont conscients de sa véritable signification. Il ne suffit plus d'afficher quelques réalisations ici ou là, même si elles sont à saluer, ou d'afficher une bonne santé financière quand les prix du pétrole s'envolent.

Le retard à réformer l'économie nationale nous coûte plus cher que les déficits financiers du moment. Il se traduit par une érosion lente mais

cumulative de notre compétitivité globale par rapport aux autres pays émergents. Cette perte de compétitivité, dans un monde globalisé, risque de nous déclasser définitivement, si ne sont pas exploitées à temps les ressources humaines existantes, menacées d'obsolescence, et si ne sont pas réalisés tout de suite des investissements massifs dans l'industrie, la recherche scientifique et l'économie de la connaissance.

Il pose le problème des réformes de structure, qui est si ancien qu'on a fini par en oublier les sens. Certains avancent, pour expliquer ou justifier l'immobilisme, qu'il faut d'abord effectuer des réformes politiques. Mais le pays ne peut pas attendre indéfiniment la survenance de celle-ci. Le temps presse. La prise de conscience de l'urgence de ce « front économique » pourrait pourtant suffire à produire une volonté politique pour créer une dynamique positive.

Parmi les réformes économiques urgentes, il y a justement la réforme de la monnaie, clé de voûte de toutes les réformes économiques.

DES PROBLEMATIQUES MULTIPLES ET COMPLEXES

Les « lacunes stratégiques » et les « vulnérabilités » mentionnées opportunément dans le dernier rapport du GAFI renvoient inmanquablement à des dysfonctionnements qui, à y regarder de près, ont leur origine dans les défaillances de notre système financier, au sens large. Qu'il s'agisse de la monnaie, de la fiscalité ou de l'intermédiation financière, tout concourt à alimenter une économie souterraine qui croît de manière tentaculaire. Autant de secteurs à réformer, dans une direction qui ne doit laisser place à aucun doute : celle des règles de l'économie de marché, avec comme seuls garde-fous, la protection de l'économie nationale dans sa phase de construction et celle des classes moyennes et des couches sociales défavorisées.

3- Les lacunes et problématiques qui sous-tendent ces vulnérabilités sont au nombre de quatre et touchent aux domaines monétaire, financier, fiscal et douanier. Soit autant de secteurs à réformer.

La problématique de l'économie informelle et son lien avec le blanchiment d'argent Cette économie informelle représente 30 à 40% de notre PIB et 75% du PIB hors hydrocarbures et hors agriculture. Une grande partie de la circulation fiduciaire (billets de banque en circulation) qui est évaluée à 9'000 milliards de dinars, circule dans l'informel. Elle affecte la liquidité des banques, lesquelles se retrouvent privées d'une « base monétaire » suffisante pour financer les investissements. Leurs maigres ressources sont aspirées par les besoins du Trésor public.

La persistance de cette situation nuit au processus d'inclusion bancaire entamé. La finance islamique, envisagée comme la solution idoine, n'a pas donné les résultats espérés. Pas plus que la numérisation des moyens de paiements qui rencontre de fortes résistances.

Les revenus gagnés dans les marchés parallèles chercheront en effet toutes les voies pour se blanchir, dans l'achat de biens immobiliers et dans les services, ou dans l'achat de devises qui seront logées dans les comptes devises ouverts auprès des banques.

La lutte contre les marchés parallèles et leurs innombrables travers, tels que la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ne peut être menée uniquement par des moyens répressifs, quels que soient les moyens de contrôle mis en place. Elle ne peut aboutir que si on en tarit les sources institutionnelles. Cela pour ne pas l'avoir compris que notre pays s'est de nouveau retrouvé inclus dans la liste grise du GAFI, après en être sorti en 2016.

La problématique du marché parallèle des devises et son lien avec l'économie informelle et le blanchiment d'argent. Les origines de ce marché parallèle remontent à la première grande crise pétrolière de 1986-87 qui avait considérablement amoindri les ressources en devises du pays. Cette crise a révélé l'inadéquation entre le taux de change officiel et le pouvoir d'achat réel des citoyens.

Pour pallier au manque de devises, notre ministre des finances, Boualem Benhamouda, avait pris en 1985 une instruction, largement méconue, qui autorisait les algériens résidents à ouvrir des comptes en devises, les banques étant instruites, dans la foulée, à ne pas demander l'origine des devises alimentant ces comptes. Une innovation d'une audace spectaculaire, d'autant qu'au même moment, dans des pays aussi développés que la France, les comptes en devises étrangers étaient interdits aux nationaux résidents.

Cette instruction n'a jamais été annulée. La

Banque d'Algérie, devenue indépendante du ministère des finances en 1990, l'a entérinée dans ses règlements. Il faut reconnaître que le succès a été au rendez-vous puisqu'à fin 2024, les montants déposés auprès des banques locales n'a pas cessé de croître, alimentant le marché parallèle des devises, qui nourrit autant qu'il se nourrit du marché noir des biens et des services, notre économie étant largement ouverte sur l'étranger.

4- Les devises objets des échanges ou sont logées dans des comptes devises ouverts auprès des banques nationales (6,6 milliards de dollars à fin 2024, selon les données de la banque d'Algérie) ou sont stockées chez les particuliers (montant difficile à estimer).

La préférence pour les devises s'explique par divers facteurs, allant de la protection contre l'inflation à la recherche de super profits via la contrebande des produits importés, qui viennent couvrir la demande locale non satisfaite par les importations officielles.

A mesure que la demande en ces produits augmente, l'écart se creuse entre le taux officiel et le taux parallèle des devises, atteignant aujourd'hui un record historique (80%). Cet écart contribue à détourner les recettes en devises en provenance de l'étranger vers le secteur informel. A titre d'illustration, le poids des transferts en devises des émigrés par rapport au PIB et aux revenus en devises a été, respectivement de 10% du PIB et 44% au Maroc, 7% et 7% en Tunisie, contre 0,7% et 3,8% en Algérie.

De façon plus parlante, les transferts officiels des émigrés marocains ont atteint 11,8 milliards de dollars en 2023, soit dix fois supérieures à ceux de l'Algérie.

On n'a jamais su comment réduire l'écart entre les deux marchés, d'autant que les dévaluations officielles intervenues depuis près de quatre décennies n'ont eu pour effet que de pousser le taux parallèle dans la même direction. Comme une ombre portée. Ce qui montre à l'évidence que le problème est ailleurs. L'échec à unifier les taux provient de ce qu'on n'a pas assez étudié les causes du phénomène. Une fiscalité inadaptée ? Une réglementation de change trop rigide ? Une production locale insuffisante au regard d'une demande dopée par les subventions ? Une gestion trop administrative du taux de change du dinar ? En fait, tout cela à la fois, ce qui plaide pour une réponse globale et cohérente du problème.

Les acheteurs de devises au « noir » ont toujours considéré le marché parallèle comme un substitut au marché officiel qui leur est fermé. Les importations parallèles se font sans paiement de droits de douanes, impôts et taxes diverses. Outre l'apport des émigrés, une autre source vient alimenter le marché parallèle des devises. Ce sont les surfacturations d'importations et les commissions sur marchés publics perçues à l'étranger. Les devises en provenance de l'étranger se font souvent par « compensation » avec des dinars reçus localement par des intermédiaires.

LA PROBLÉMATIQUE MONÉTAIRE ET FISCALE

Les problématiques monétaire et fiscale sont liées. Une fiscalité trop élevée peut apparaître comme un risque, si elle conduit à détourner des ressources importantes vers le secteur informel. Une réglementation des change trop stricte, ou des taux d'intérêt trop bas peuvent conduire au même résultat.

Les masses d'argent qui circulent sur ces marchés trouveront toujours des rendements supérieurs à ceux offerts par les banques car elles échappent à l'impôt. Et elles ne peuvent réintégrer les circuits officiels tant qu'elles ne sont pas amnistiées. Ni les mesures répressives.

5 - ni aucune incitation financière ou arguments d'ordre moral ne peuvent conduire à leur inclusion dans les circuits financiers officiels et donc vers des investissements productifs.

La problématique fiscale

Notre régime fiscal a tendu à concilier les deux impératifs de justice sociale et de développement économique. Or ces deux impératifs entrent en conflit quand les ressources fiscales ne suffisent plus à couvrir les dépenses nécessaires pour financer les dépenses sociales et les investissements économiques. La raison en est que l'assiette fiscale est trop étroite. Trop de niches fiscales et pas assez de contribuables, du fait de l'importante économie souterraine. Il faut donc réfléchir aux moyens d'élargir l'assiette fiscale. Un des moyens est d'instaurer un régime général rendant attractif et non répulsif l'acte de payer ses impôts.

Pour cela, il faudrait sans doute changer radicalement notre vision des finances publiques, en

séparant les deux objectifs qui leur sont traditionnellement assignés. La fiscalité ne poursuivrait plus de but social, mais seulement un but économique, qui est de promouvoir l'investissement et la croissance économique. La justice sociale se ferait alors assurée par d'autres moyens. Un chantier à creuser.

LA PROBLÉMATIQUE DE CHANGE

Elle doit être analysée à deux niveaux, celui du régime de flottement dirigé qui gouverne la parité officielle du dinar et celui du marché parallèle des devises, où le dinar est coté librement par des acteurs non officiels et non précisément identifiés.

La parité officielle s'applique aujourd'hui à toutes les opérations de la balance des paiements courants (biens, services, et transferts domiciliés auprès des banques). Elle est prise en compte dans l'établissement des lois de finances, le calcul du PIB, les prévisions en matière de commerce extérieur et d'investissements.

Le taux parallèle prévaut pour toutes les autres opérations non officielles. Il n'est pris en compte dans aucune statistique officielle. Il est considéré comme marginal, malgré son importance dans l'économie globale et son interaction indirecte avec le taux officiel. Il évolue dans la même direction que le taux officiel, mais avec un écart qui fluctue en fonction d'un certain nombre de paramètres, qui sont souvent des déterminants saisonniers (vacances, pèlerinage) ou liés à la conjoncture économique (inflation, opportunités d'affaires...). Cet écart entraîne de nombreuses distorsions et dysfonctionnements, outre qu'il n'encourage pas les entrées de capitaux officiels dans notre pays, ceux des IDE comme ceux de notre diaspora.

Comment réduire cet écart ? Les pouvoirs publics ont toujours souhaité y arriver, sans trouver de réponse.

Certains experts, ou entrepreneurs, ou simples citoyens, se sont laissés à penser que la solution passe par la dévaluation du taux officiel, pour l'amener au niveau du taux parallèle, considérant ce dernier comme le « vrai » taux de change. L'expérience a prouvé que cela n'est pas exact, car chaque dévaluation a poussé le taux parallèle à suivre dans le même sens, avec quasiment la même amplitude.

Les opposants à cette idée ont raison de considérer cette idée comme dangereuse, car elle conduirait aujourd'hui à dévaluer le taux officiel de 80% et à une flambée des prix qui anéantissait tout l'équilibre social sur lequel s'est construit le pays. Et cela, sans aucun avantage économique puisque notre appareil productif n'est pas en mesure d'en profiter pour exporter davantage.

6- Lors d'une mission de consultation du FMI à Alger en 1979 que j'ai pilotée pour le compte de notre Banque Centrale, j'ai demandé à un de ses membres (il s'appelait Arthus) pourquoi le FMI recommande-t-il la dévaluation avec tant d'insistance aux pays qui sollicitent son assistance. Sa réponse, qui se voulait une confiance, a été la suivante : « pour éviter de paraître nous ingérer dans la gouvernance des États membres, nous ne pouvons pas préconiser ouvertement des licenciements de fonctionnaires, des baisses de salaires et des subventions. Nous préférons proposer la dévaluation de la monnaie nationale, en invoquant ses vertus.

Ce faisant, et au travers de cette seule mesure, nous réduisons le pouvoir d'achat global de la nation, soit la baisse du pouvoir d'achat, de la consommation des ménages et de l'administration, une baisse corrélative des importations et, au final, le rétablissement des équilibres budgétaires et de la balance des paiements.

Les équilibres macro-économiques rétablis, les autres ajustements structurels qui font partie du « programme » s'imposeront d'eux-mêmes : privatisations d'entreprises, licenciements dans la fonction publique, etc. ». Cette anecdote nous éloigne, en apparence, de la problématique traitée ici, mais elle nous renseigne sur le danger de se retrouver de nouveau face au FMI. A coup sûr, celui-ci imposera la dévaluation. Comme cela s'est produit lors de la signature de l'accord d'ajustement structurel en 1994, qui a conduit à une dévaluation de 400% durant la période d'application du Programme (1994-1997). Il va sans dire que l'Accord en question n'a eu aucun effet sur le taux parallèle, qui a dévalué dans la même proportion.

A suivre

*Ancien Ministre délégué au Trésor
Ancien Président du Conseil de surveillance et
co-fondateur de la banque Société Générale
Algérie (SGA)

Militarisation sociétale et institutionnelle

Unir le peuple et l'État pour garantir l'avenir de la Nation

«Les nations qui survivent ne sont pas celles qui proclament la liberté et la démocratie, mais celles qui les défendent par la discipline et la cohésion. Dans l'ère des guerres hybrides, sans colonne vertébrale militaire, l'indépendance se dissout dans les calculs géopolitiques, géostratégiques et géoéconomiques des autres ; avec elle, elle devient puissance et destin »

Par Oukaci Lounis*

1ère partie

L'Algérie se trouve, en ce début de la troisième décennie du XXI^e siècle, à la croisée de menaces multiformes et de mutations profondes qui engagent son avenir national. L'espace régional est traversé par une instabilité structurelle : le Sahel demeure un foyer de menaces asymétriques où se combinent terrorisme transnational, criminalité organisée et trafics de toutes sortes (armes, drogues, êtres humains) ; la Méditerranée connaît une compétition géopolitique exacerbée entre puissances mondiales et régionales ; le Maghreb, quant à lui, souffre de tensions persistantes, de rivalités politiques et de fractures sociales. Ces dynamiques externes se superposent à des fragilités internes bien réelles : désordre social, perte de confiance entre citoyens et institutions, montée des incivilités, vulnérabilité des jeunes générations face aux drogues et aux dépendances numériques, ainsi qu'un déficit criant de discipline collective.

À ces menaces traditionnelles s'ajoutent des menaces hybrides qui rendent le paysage encore plus complexe : la guerre de l'information et la désinformation à travers les réseaux sociaux, la cybercriminalité, l'ingénierie des opinions publiques, sans oublier la dépendance technologique vis-à-vis des puissances étrangères. Ces facteurs conjugués créent un risque de désintégration progressive de la cohésion sociale et politique, si aucune réponse structurelle n'est formulée.

Face à ce constat, il apparaît nécessaire de clarifier la distinction entre deux dimensions : la défense nationale, qui demeure le domaine exclusif de l'Armée et des services de sécurité, et la survie nationale, qui exige une militarisation de la société et des institutions civiles. Cette militarisation ne doit pas être entendue dans le sens réducteur d'un militarisme autoritaire, mais bien comme l'instauration d'une discipline collective, d'une rigueur comportementale et d'un ordre social inspirés des principes militaires. En d'autres termes, il s'agit de construire une société avec laquelle nul citoyen ne pense, n'agit ou ne s'exprime en dehors du cadre de la responsabilité et de la discipline nationale. Dans cette perspective, ce rapport se propose de développer une réflexion académique et stratégique sur la militarisation sociétale et institutionnelle comme projet global de résilience nationale. Il ne s'agit pas seulement de renforcer la culture de défense, mais de transformer profondément la sphère politique, les institutions éducatives, le champ social et même la rue, afin que la discipline et l'ordre deviennent le socle de la renaissance nationale.

La méthodologie adoptée s'appuie sur une approche comparée. Plusieurs expériences internationales seront mobilisées :

- La Corée du Sud, qui a su transformer un pays ruiné par la guerre en une puissance économique grâce à une discipline éducative et à un service militaire universel imposant une rigueur civique durable.
- Singapour, dont l'autorité politique et la militarisation du quotidien (lois strictes, tolérance zéro, contrôle de la rue) ont permis d'assurer la stabilité et le développement rapide dans un environnement régional instable.
- La Finlande, qui a bâti sa résilience nationale sur le service militaire obligatoire, la cohésion civique-militaire et une préparation

permanente de la société face aux menaces extérieures. En croisant ces modèles avec les spécificités algériennes, ce rapport vise à démontrer que la militarisation des institutions et de la société constitue non pas une option idéologique, mais une urgence stratégique.

C'est dans cette optique que nous analyserons successivement : les raisons du chaos en devenir, les fondements théoriques et pratiques d'une militarisation institutionnelle, les expériences internationales comparées, et enfin, les modalités opérationnelles d'un tel projet pour l'Algérie.

LE CHAOS EN GESTATION : POURQUOI MILITARISER ?

L'Algérie, à l'instar de nombreuses nations contemporaines, se trouve confrontée à une accumulation de crises internes et externes qui menacent son équilibre.

Loin d'être conjoncturelles, ces dynamiques renvoient à des fractures profondes dans la société et les institutions. La militarisation sociétale et institutionnelle apparaît dès lors comme une réponse structurante face à un chaos en gestation.

1. Les fractures internes

La première menace pour la cohésion nationale réside dans les déséquilibres internes, qui se manifestent par un triple déficit : de confiance, de repères et de discipline.

Perte de confiance entre institutions et citoyens : La relation entre l'État et la société est fragilisée par une méfiance réciproque. Les institutions publiques, perçues comme inefficaces, corrompues ou éloignées des préoccupations quotidiennes, ne parviennent plus à incarner l'autorité ni la légitimité. Inversement, les citoyens développent des attitudes de retrait, de cynisme ou d'opposition passive, accentuant le fossé civique. Cette rupture de confiance mine la capacité de l'État à mobiliser et fragilise l'unité nationale.

Crise de la jeunesse : drogues, incivilités, désorientation : la jeunesse, qui constitue plus de 60 % de la population, vit une crise identitaire et sociale. L'oisiveté, le chômage, la dépendance aux drogues et aux psychotropes, l'attraction pour des modèles de consommation importés, ainsi qu'un sentiment de marginalisation alimentent la désorientation. Les incivilités quotidiennes-violences verbales, indiscipline scolaire, transgression des règles sociales-deviennent le symptôme visible d'une génération en perte de repères.

Déficit de discipline politique et sociale : Au niveau de la gouvernance, la classe politique peine à incarner la rigueur et l'exemplarité. Le clientélisme, les logiques partisans étroites et l'absence de vision stratégique renforcent l'impression d'un système politique affaibli. Au plan social, la multiplication des comportements individualistes, le recul du sens du devoir collectif et le primat des intérêts privés sur l'intérêt national traduisent un relâchement de la discipline collective. En somme, l'Algérie vit une crise de cohésion interne qui justifie la nécessité d'un projet de réarmement moral et disciplinaire de la société.

LES MENACES RÉGIONALES ET INTERNATIONALES

À ces fractures internes s'ajoutent des pressions externes, qui aggravent la vulnérabilité nationale et rendent urgente la mise en place d'un projet structurant.



Instabilité chronique du Sahel : Le voisinage immédiat de l'Algérie, notamment au Sahel, constitue un foyer permanent de menaces sécuritaires. Groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda ou à l'État islamique, trafiquants et milices locales y prospèrent sur fond d'effondrement étatique (Mali, Niger, Libye). Cette instabilité diffuse ses effets en Algérie à travers la contrebande, l'infiltration de réseaux criminels et la pression migratoire.

Pressions économiques et géopolitiques : La dépendance aux hydrocarbures, les fluctuations des marchés énergétiques, la compétition internationale pour le contrôle des ressources naturelles exposent l'Algérie à des vulnérabilités économiques majeures.

Par ailleurs, les rivalités entre puissances (États-Unis, Union européenne, Chine, Russie, Turquie) s'expriment dans la région, plaçant l'Algérie dans une zone de fortes pressions géopolitiques.

Guerre de l'information et soft power étranger : Les menaces ne sont plus seulement militaires ou économiques. Elles prennent la forme d'une guerre cognitive et informationnelle, où les réseaux sociaux servent de vecteurs de manipulation de l'opinion, d'ingénierie culturelle et d'influence idéologique. Le soft power étranger façonne les imaginaires collectifs, impose des modèles de consommation et affaiblit les valeurs patriotiques. Ces dynamiques démontrent que l'Algérie est prise dans un environnement hostile qui exige une société disciplinée, vigilante et résiliente.

RISQUES DE DÉSINTÉGRATION SOCIALE SANS PROJET STRUCTURANT

L'absence d'un projet national global, capable de fédérer les énergies et de redonner un sens collectif à l'avenir, conduit déjà l'Algérie sur une pente glissante. Les signes d'une désintégration progressive du tissu social et national sont désormais tangibles et préoccupants. D'un côté, la fragmentation sociale et territoriale s'accroît : chaque région se replie sur ses propres logiques, chaque groupe social développe ses frustrations particulières, nourrissant ainsi le sentiment d'injustice et d'abandon.

La solidarité intergénérationnelle, jadis ciment de la société algérienne, se fissure au rythme de la perte de repères collectifs.

De l'autre, les phénomènes de violences urbaines explosent dans les rues et quartiers : guerres de gangs sanglantes, assassinats com-

mandités ou gratuits, agressions quotidiennes contre des citoyens ordinaires, enlèvements et séquestrations qui se terminent parfois dans l'horreur.

Ces faits divers, loin d'être isolés, traduisent une normalisation inquiétante de la brutalité dans l'espace public.

À cela s'ajoute un terrorisme routier qui fauche chaque année des milliers de vies, transformant les routes algériennes en véritables champs de bataille. Dans ce contexte déjà explosif, la bureaucratie administrative agit comme un poison lent. Lourdemment paralysée par les lenteurs, la corruption et le mépris de l'usager, elle brise la confiance entre l'État et le citoyen. Les files interminables, les dossiers qui disparaissent, les passe-droits exigés pour un droit élémentaire : tout cela nourrit une humiliation quotidienne.

L'Algérien n'attend plus rien de ses institutions, sinon davantage d'obstacles. Cette violence symbolique s'ajoute à la violence physique et sociale, accentuant le sentiment d'abandon et d'étranglement. La nuit, les tapages nocturnes et la violence gratuite s'imposent comme la bande sonore d'une société à bout de souffle. Au final, tout converge vers un drame national : l'Algérien a perdu le sourire, et avec lui, la foi dans l'avenir de notre pays. La jeunesse, cœur battant de la nation, se divise en deux destins tragiques : une partie choisit la hargabrant la mer et la mort pour fuir un pays qu'elle ne reconnaît plus comme porteur d'avenir ; l'autre sombre dans un exil mental, entre addictions, désespoir et cynisme, se retirant de tout engagement social ou national.

L'Algérien, jadis fier et debout, a perdu son sourire, remplacé par la méfiance, la colère et la lassitude. L'absence d'un horizon clair nourrit le cynisme collectif : plus personne n'y croit, et chacun se replie sur sa survie individuelle. En arrière-plan, les logiques extérieures – culturelles, économiques, idéologiques – infiltrent et fragmentent encore davantage l'identité nationale, fragilisant la capacité de résilience collective. Loin d'un simple malaise passager, il s'agit d'une véritable érosion de la cohésion nationale qui, si elle n'est pas stoppée, risque de précipiter le pays dans un scénario de chaos irréversible. Sans projet de militarisation sociétale et institutionnelle, l'Algérie s'expose à une spirale de chaos où l'État se trouverait affaibli et la société livrée aux forces centrifuges.

A suivre

*Professeur, université de Constantine 2
Introduction générale

Il n'y a pas un problème de l'islam en France mais un problème de la France sioniste avec l'islam

De nos jours, tout est fait pour faire croire que l'Islam menacerait la France. Comme autrefois on prétendait que le stalinisme menaçait l'Occident, alors qu'il était le meilleur allié du capital transnational.

Par Arezki Belkacimi

1ère partie

Ces trois dernières décennies, on a affaire à la même méthode pernicieuse employée par la classe dirigeante française et ses médias stipendiés: faire croire que la France serait menacée par l'islam.

Selon les thuriféraires du choc des civilisations, notamment Boualem Sansal et Kamel Daoud, biberonnés au sionisme islamophobe ou islamophobie sioniste, il y aurait une opposition fondamentale entre l'idéal occidental de démocratie né des Lumières, incarné par la France républicaine et laïque, et la civilisation islamique.

Cette thèse bourgeoise n'a aucun fondement historique, ni politique, ni social. Ce ne sont pas les religions qui dominent et façonnent le monde, mais les classes capitalistes. Encore moins l'idéologie démocratique parée de toutes les vertus.

Pour preuve, aujourd'hui, les classes dominantes occidentales, en proie à une crise économique systémique, jettent elles-mêmes l'idéologie démocratique aux orties pour adopter l'idéologie fasciste, plus conforme à leurs intérêts gouvernementaux actuels.

Cela étant, quand des idéologies nauséabondes et des courants politiques réactionnaires, notamment fascistes ou islamistes, resurgissent massivement au sein des sociétés, on peut être sûr que les classes dirigeantes sont à la manœuvre. Elles sont les principales inspiratrices et instigatrices du retour en force de la réaction, du fascisme.

De manière générale, l'islam est souvent accusé de contenir des versets responsables des violences terroristes actuelles. Chercher dans le Coran l'explication des violences contemporaines au sein des sociétés musulmanes est une approche réductrice. Voire erronée. Certes l'islam contient des textes religieux légitimant la guerre sainte.

Mais il en était de même du christianisme à son époque flamboyante où il régnait en maître absolu en Europe, notamment lors des croisades et des inquisitions.

Il en était également de même de la Thora qui justifiait les guerres des juifs de l'époque antique contre les peuples cananéen, chaldéen, assyrien, babylonien ou égyptien. Et de nos jours contre les Palestiniens.

L'islam n'a pas inventé la guerre juste, la guerre soutenue par Dieu, les massacres perpétrés en son nom. Aujourd'hui, en Palestine occupée les soldats juifs sionistes s'appuient sur les textes talmudiques foncièrement belliqueux pour légitimer leur guerre génocidaire contre les Palestiniens.

En réalité, de tout temps, les prétendues guerres de religion ont dissimulé d'autres enjeux des classes dirigeantes, y compris au Moyen Âge, notamment en Europe lors des massacres des protestants par les catholiques, tout comme lors des croisades chrétiennes, ces expéditions terroristes menées en Orient contre les musulmans.

De nos jours, la majorité des violences sociales et politiques, en constante augmentation dans le monde, ne provient pas de l'intégrisme se couvrant de l'Islam. Pour preuve, au Moyen-Orient, l'Etat américain et l'Etat d'Israël ont tué infiniment plus de personnes que le terrorisme islamiste, au nom de la religion démocratique pour les Américains, et du messianisme impérialiste juidaïque en ce qui



concerne les israéliens génocidaires.

Fondamentalement, contrairement à la théorie du choc des civilisations répandue notamment en France, la division du monde contemporain capitaliste ne se situe ni entre musulmans et non-musulmans, ni entre laïcs et religieux, ni entre partisans de la démocratie et de la dictature, entre Orient et Occident, mais entre exploiters et exploités, entre capitalistes et prolétaires.

Pour revenir à la France, la classe dirigeante française prétend être l'ennemie invétérée de l'islam rétrograde, c'est-à-dire de l'islamisme. Or, en réalité, elle est la meilleure alliée des régimes islamistes les plus réactionnaires du monde, notamment l'Arabie saoudite, les Emirats du pétrole, le Pakistan et l'Indonésie. Et, aujourd'hui, du régime islamiste syrien dirigé par le terroriste djihadiste Al-Joulani, récemment accueilli en grande pompe à l'Élysée par le président Macron.

D'autre part, dans tous les pays arabes et africains où les armées impérialistes françaises sont intervenues pour éradiquer prétendument les fantomatiques mouvements intégristes islamistes, ces interventions ont, au contraire, favorisé leur création, œuvré à leur expansion.

En tout cas, de nos jours, cette campagne d'apurement de l'islam permet de dévoyer l'attention des Français de la question sociale, de plus en plus explosive, justifiant et légitimant la politique sécuritaire et le durcissement de la répression policière, le contrôle militarisé des quartiers populaires à dominante musulmane. La stigmatisation des musulmans et la criminalisation de l'islam.

Ces dernières années, tout est fait pour faire croire que la France serait menacée par l'islam. Car, selon certains médias, l'islam serait criminogène.

Récemment, le journal libéral Contrepoints n'a pas hésité d'écrire, se fondant sur le critère de la prétendue surreprésentation des «musulmans» dans les prisons françaises : «On pourrait donc se demander si l'islam n'est tout simplement pas criminogène». Cette opinion est partagée par de nombreux politiciens et journalistes français qui tirent un trait d'égalité entre l'insécurité dans les villes et les banlieues et la présence des musulmans.

Globalement, en France, en matière d'insécurité, le lien est systématiquement établi entre délinquance et islam. Insécurité et musulmans. Selon l'opinion publique française, relayée (ou instillée) massivement par les médias, les jeunes de culture familiale musulmane (Arabes maghrébins et Noirs subsahariens)

sombraient plus «naturellement» dans la délinquance que les jeunes issus de cultures familiales françaises ou européennes. En d'autres termes, selon les Français contemporains conditionnés par les médias inféodés aux puissants, la religion musulmane prédispose à la criminalité.

Or, tout au long des XIXe et XXe siècles, jusqu'aux années 1980, les institutions étatiques et éducatives françaises professaient qu'«un enseignement moral et religieux répandu dans nos villes et dans nos campagnes est l'un des moyens préventifs les plus efficaces contre l'expansion des vices qui portent aux actes coupables» (Alphonse Béranger). Toute la société, de la famille aux dirigeants en passant par les enseignants, défendait l'idée selon laquelle «les religions en général (donc y compris l'islam) et le christianisme en particulier constituent un frein moral à la délinquance». Les religions paraissaient canaliser efficacement la délinquance. Voire prémuir contre toute déviance. Notamment l'islam dont les facultés d'inhibition des comportements déviants sont reconnues par tous les observateurs honnêtes.

Mieux. Historiquement, durant des siècles, du milieu à la fin du Moyen Âge, au cours du Siècle des Lumières, puis tout au long des XIXe et XXe siècles (1890 et 1990), des courants islamophiles ont œuvré au rapprochement entre musulmans et chrétiens. L'engouement pour l'islam a caractérisé une bonne partie de l'élite intellectuelle française et européenne. En effet, durant des siècles, en France, des intellectuels, religieux et laïcs, éprouvaient une réelle attirance pour l'islam. On peut parler de véritable islamophilie ou philo-islam (amour de l'islam).

On peut citer, en vrac, Victor Hugo, Alphonse de Lamartine, écrivain célèbre, ancien ministre français des affaires étrangères, qui avait érigé Mohammed en modèle, Napoléon Bonaparte.

Ainsi, tout au long du XXème siècle, jusqu'aux années 1980, nombreux sont les intellectuels, religieux et laïcs, à éprouver une réelle attirance pour l'islam. On peut parler de véritable islamophilie. D'aucuns considéraient le monde musulman et l'islam en particulier comme le rempart contre la nouvelle civilisation consumériste occidentale caractérisée par le matérialisme, l'individualisme, le narcissisme, la pornographie.

Le basculement de perception et de perspective intervient au début des années 1980. L'un des premiers intellectuels français à critiquer et dénoncer cette islamophilie am-

biente est Jacques Ellul. Ce savant issu de famille juive, mais converti au protestantisme, se disait bouleversé par l'islamophilie grandissante. Il considérait que la France faisait preuve d'une tolérance béate à l'égard de l'islam et des musulmans.

Dès ses premiers écrits islamophobes, Jacques Ellul présentait l'islam «comme une religion totalitaire fondée sur la notion de droit divin à caractère non évolutif».

Dans la préface du livre de Bat Ye'or The Dhimmi. Jews and Christians under Islam (conditions des juifs et des chrétiens vivant dans une société musulmane), Jacques Ellul, sioniste notoire, pour inciter les Français à se méfier de l'islam «en raison de son inclination à dissoudre l'identité des non-musulmans», écrit : «Nous sommes avertis par-là de la façon dont seraient traités ceux qui y seraient absorbés». Il affirmait que les textes coraniques conduisent à privilégier la guerre sainte, quand les conditions sont jugées favorables. Il accusait les jeunes musulmans des banlieues d'être le fer de lance de l'antisémitisme. De la judéophobie.

L'islamophilie conduit à la judéophobie, répétait-il. Autrement dit, les juifs de France feraient les frais de l'islamophilie, à travers notamment l'antisémitisme.

Selon Jacques Ellul, l'attraction pour l'islam a pour contrepartie inévitable un «certain mépris pour les juifs et le judaïsme». Selon ce sioniste invétéré, l'islamophilie conduit inévitablement à l'amenuisement de «la culpabilité envers le peuple juif» et, surtout, à l'effacement mémoriel de la shoah. Car, selon ce sioniste, «les Français islamophiles, laïcs ou chrétiens, en même temps qu'ils deviennent amis des musulmans ils deviennent automatiquement ennemis des Israéliens».

Sur le plan sécuritaire, jusqu'aux années 1980, une majorité de la population française s'accordait à expliquer la cause de la criminalité par la propagation de «l'irrégion généralisée» qui détruit «les principes traditionnels de la morale».

Aucune religion n'était associée à la délinquance, à la criminalité, au terrorisme. C'était une hérésie.

Au vrai, le renversement paradigmatique dans l'explication des causes de la criminalité intervient à la charnière des années 1980-1990, favorisé par la montée du racisme anti-Arabe et la flambée de l'islamophobie. Phénomènes xénophobes instillés par les médias, les organisations politiques de droite et d'extrême droite, manœuvrées par le sionisme.

A suivre

Les véritables enjeux énergétiques et géopolitiques de l'opération de nettoyage ethnique à Ghaza

Par Khider Mesloub

Or, depuis la découverte de ces gisements gaziers, le régime sioniste veut s'attribuer l'exclusivité de leur exploitation, ou à tout le moins, jusqu'à une date récente, en coopération avec Mahmoud Abbas, l'Autorité palestinienne. Depuis des années, l'Etat sioniste s'active pour trouver un accord sur le gaz de Ghaza avec l'Autorité palestinienne. Des négociations étaient menées sans le Hamas.

Le Hamas a toujours averti qu'il rejetterait toute légitimité d'un éventuel accord. Et le régime sioniste est conscient que le Hamas s'opposerait, y compris par les armes, à toute exploitation du gaz de Ghaza. Le ministre israélien de la Défense avertissait déjà à l'époque : « Sans une opération militaire permettant de chasser le Hamas des postes de commandement de Ghaza, aucun forage ne peut débuter sans l'accord du mouvement islamistes radical. »

En mai 2023, le Hamas publiait un communiqué dans lequel il soulignait qu'il « ne permettrait pas à l'occupant israélien d'utiliser la question du champ gazier de Ghaza comme instrument pour conclure des accords politiques et de sécurité avec d'autres parties ». Ce communiqué s'inscrivait dans le prolongement des multiples manifestations organisées par le Hamas au cours des mois écoulés pour insister sur les droits des Palestiniens concernant les ressources gazières au large de l'enclave de Ghaza sous blocus israélien. « Nous mettons en garde l'occupation (Israël) contre toute modification de notre droit à nos ressources maritimes, en particulier le gaz naturel au large de nos côtes », avait déclaré Suhail Al-Hindi, responsable au sein du Hamas, chargé du dossier des ressources naturelles.

Juridiquement, d'un point de vue légal, le Hamas ne peut exercer aucune mainmise sur le gaz de Ghaza, mais parce qu'il contrôle Ghaza, il peut faire obstruction à toute exploitation gazière par Israël.

Israël a toujours œuvré pour que le Hamas ne bénéficie pas du gaz de Ghaza. Y compris par l'éradication du Hamas.

Depuis la découverte des gisements gaziers, l'entité sioniste craint que, même dans la perspective d'une éradication du Hamas de la bande de Ghaza, le contrôle par l'Autorité palestinienne des ressources de gaz n'aboutisse à l'accroissement de la puissance et l'influence de l'Etat palestinien. Aussi, pour Israël, la solution finale, afin de contourner l'obstruction du Hamas à toute exploitation du gaz par les compagnies israéliennes et contrecarrer l'émergence d'un Etat palestinien « gazier », puissant rival, est d'annexer Ghaza. Y compris par une opération de nettoyage ethnique des habitants de Ghaza.

Depuis toujours, la maîtrise de l'approvisionnement énergétique constitue un enjeu majeur pour l'entité sioniste. Elle lui permet d'assurer sa sécurité en matière énergétique et, surtout, de maintenir les territoires palestiniens dans une situation de dépendance afin de pérenniser son hégémonie, sa suprématie coloniale. Qui contrôle le gaz contrôle Ghaza. Le pouvoir sioniste est déterminé à s'approprier les sources de gaz et de pétrole de Ghaza (et de Cisjordanie). Et pour pouvoir concrétiser ce projet de spoliation, il doit s'approprier Ghaza, quitte à passer sur le corps des Ghazaouis, au prix d'amorcelement de millions de cadavres palestiniens.

Cette obsession d'assurer l'approvisionnement énergétique d'Israël est tellement ancrée dans les instances dirigeantes bourgeoises sionistes que Golda Meir aimait répéter à ses hôtes occidentaux qui la félicitait d'avoir conquis la « terre promise » : « Terre promise ? Quelle terre promise ? Pourquoi a-t-il fallu que Moïse nous guide vers le seul endroit du Moyen-Orient qui soit justement dépourvu de pétrole ? »

Pour rappel, l'enclave de Ghaza possède deux immenses gisements de gaz naturel, Marine 1 et 2, estimé à 30 milliards de mètres cubes, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, mais jamais exploité. Mieux, d'autres gisements de gaz et de pétrole, selon une carte établie par l'US Geological Survey (agence gouvernementale étasunienne), se trouveraient en terre ferme à Ghaza et en Cisjordanie. De quoi nourrir les convoitises de la puissance sioniste impérialiste et son parrain, les Etats-Unis, résolu, y compris par l'extermination et la déportation des 2,3 millions de Ghazaouis, à s'approprier les réserves énergétiques de l'ensemble du bassin du Levant, réserves palestiniennes, libanaises et syriennes comprises.

Ces enjeux gaziers du véritable but de l'opération militaire de nettoyage ethnique se confirment aujourd'hui, à la lecture de l'information publiée par les sites *Arrêt sur info* et *The Times of Israel*, le 29 octobre dernier. Selon ce site, Israël a annoncé que 12 licences d'exploitation de gaz fossile avaient d'ores et déjà été accordées à six entreprises, dont la multinationale pétrolière et gazière britannique BP et le géant italien de l'énergie Eni,

pour explorer et découvrir de nouveaux gisements de gaz fossile au large des côtes palestiniennes.

« Les entreprises sélectionnées se sont engagées à réaliser un investissement sans précédent dans l'exploitation du gaz naturel au cours des trois prochaines années, ce qui devrait aboutir à la découverte de nouveaux gisements de gaz naturel », a déclaré le ministre de l'Energie, Israël Katz. Il a ajouté que « ces découvertes renforceraient la sécurité énergétique d'Israël, ses relations internationales, abaisseraient le coût de la vie et fourniraient un soutien énergétique pour accélérer la transition de l'économie vers les énergies renouvelables ».

Le journal *The Times of Israel* a souligné également que l'exploration du gaz fossile « vise à garantir l'approvisionnement du marché intérieur, à accroître les revenus de l'Etat (sioniste) et à encourager la signature d'accords d'exportation de gaz supplémentaires ».

A cet égard, il est utile de rapporter cette récente information : en pleine guerre génocidaire à Ghaza, le groupe gazier israélien NewMed Energy a annoncé, ce jeudi 7 août, avoir signé un contrat de 35 milliards de dollars pour la fourniture de gaz à l'Egypte à partir du champ Leviathan, en Méditerranée. Un projet de gazoduc terrestre de 65 km reliant Israël et l'Egypte a été approuvé curieusement, en mai 2023, par le gouvernement israélien. Sa construction, destinée à renforcer l'approvisionnement de gaz à l'Egypte, devrait être achevée en 2029, précise NewMed Energy.

L'impressionnant déploiement des plus grands porte-avions américains en Méditerranée orientale vient confirmer, si besoin est, qu'il vise, entre autres, à protéger les sites pétroliers offshore israéliens, vitaux tant pour la guerre que pour l'économie occidentale.

Le soutien inconditionnel apporté à Israël, dans sa guerre d'extermination et de nettoyage ethnique, par les puissances impérialistes occidentales, notamment les Etats-Unis et la France, s'explique aisément maintenant, à la lumière des révélations sur les tractions conduites par l'entité sioniste et les grands groupes pétroliers et gaziers, pour exploiter les réserves énergétiques de la mer palestinienne.

Cyniquement, pendant qu'Israël poursuit sa guerre génocidaire contre les Palestiniens à Ghaza, l'Europe et les Etats-Unis négocient en coulisses avec le gouvernement fasciste de Netanyahu pour s'assurer le contrôle du gaz de Ghaza. Cela rappelle la déclaration de Balfour qui, en pleine guerre mondiale, au moment où des millions de prolétaires étaient sacrifiés sur les champs de bataille, promettait aux juifs américains la création en Palestine d'un « foyer national juif », et les accords secrets Sykes-Picot, conclus en vue de se partager les futures dépouilles de l'empire turc, notamment la Syrie, la Palestine et l'Irak.

Personne n'est sans savoir que la question énergétique est devenue, depuis le déclenchement du conflit armé en Ukraine, partout dans le monde, l'enjeu capital des Etats. Depuis cette date, le boucher Netanyahu n'a cessé de déclarer qu'il fallait « accélérer les exportations vers l'Europe » pour mettre fin à la dépendance énergétique à la Russie.

Aussi, on mesure mieux les véritables enjeux énergétiques et géopolitiques de cette opération de nettoyage ethnique menée par la bourgeoisie sioniste israélienne, parrainée par les Etats-Unis, sous prétexte d'éradiquer le Hamas.

Et l'intronisation des partis néo-fascistes et ultrareligieux au gouvernement en décembre 2022, quelques mois avant le déclenchement de l'opération de nettoyage ethnique lancée le 9 octobre 2023, n'est pas fortuite. Elle a été favorisée par le grand capital israélien et américain.

Depuis la formation du gouvernement fasciste israélien, l'objectif de l'Etat sioniste est de régler définitivement la « question palestinienne » pour réaliser le grand rêve de la création d'un Etat purement juif du Jourdain à la mer. De la mer de Ghaza, en particulier, qui recèle, comme indiqué plus haut, d'immenses gisements gaziers, dont Israël veut s'emparer.

De quelle manière compte-t-il réaliser le grand rêve du « Grand Israël » ? Politiquement, par l'abandon explicite de toute solution « à deux Etats ». Militairement, par la déportation massive, y compris par la perpétration d'un massacre de masse de la population palestinienne. Qui peut réaliser ce projet d'expansion territoriale et d'expulsion massive des Palestiniens, sinon des partis néo-fascistes et ultrareligieux pétris d'un racisme décomplexé et animés de violence meurtrière désinhibée, actuellement installés au pouvoir ? C'est-à-dire des sociopathes.

Ainsi, pour comprendre la raison de la foudroyante riposte israélienne, préparée de longue date de connivence avec certains dirigeants du mouvement islamiste palestinien, complices ou manipulés (*), il ne faut pas porter son regard vers le Hamas, organisation islamiste créée et soutenue par Israël (que l'armée israélienne peut anéantir en quelques heures), mais vers les ressources gazières et pétrolières maritimes et terrestres de Ghaza, un territoire toujours habité par 2,3 millions de Palestiniens.

Si le pouvoir nazi mobilise ses colossales troupes militaires, ce n'est certainement pas pour éradiquer les 20 000 combattants du Hamas (dont il connaît l'identité, le numéro de téléphone, la résidence, y compris les abris installés dans les tunnels), mais pour exterminer et expulser les 2,3 millions de Palestiniens de Ghaza.

Le déplacement des Ghazaouis avait été envisagé au début de la guerre par le gouvernement de Netanyahu. Le journal israélien *Haaretz* avait révélé, le 30 octobre 2023, un document rédigé par le ministère israélien du Renseignement, selon lequel ce déplacement de la population palestinienne de Ghaza devrait se faire en direction du Sinaï. Mais le gouvernement égyptien l'avait catégoriquement rejeté.

Dès le déclenchement de l'opération de nettoyage ethnique, le pouvoir israélien a confié au Mossad la mission secrète de chercher des Etats qui seraient prompts à accueillir les Palestiniens. Des tractations auraient eu lieu avec la Somalie, le Soudan du Sud et l'Indonésie, voire la Libye, selon un haut-responsable américain. Ce refus d'accueillir les Ghazaouis a radicalisé le pouvoir israélien.

De là s'explique l'envergure de l'offensive militaire israélienne, jugée par certains disproportionnée et asymétrique. L'objectif de l'opération militaire n'est pas d'éradiquer le Hamas, mais d'anéantir (par expulsion massive ou explosion mortelle) tous les Palestiniens de Ghaza. Aussi l'opération militaire sioniste n'est ni disproportionnée ni asymétrique, elle est conforme au plan de nettoyage ethnique et de génocide des Palestiniens de Ghaza, planifié par la bourgeoisie israélienne liée au capital étasunien, notamment celui du pétrole et du gaz.

HENRY KISSINGER AIMAIT RAPPELER :
« CONTRÔLEZ LE PÉTROLE ET VOUS
CONTRÔLEREZ LES NATIONS »

Israël et les puissances impérialistes occidentales, en particulier le capital étasunien, sont déterminés à accaparer le gaz et le pétrole de Ghaza et de la Cisjordanie, non pour contrôler ces deux villes, mais pour détruire définitivement la nation palestinienne, en lui appliquant la solution finale.

On ne s'explique pas autrement cette détermination exterminatrice du pouvoir israélien de mener cette génocidaire guerre contre les Palestiniens Ghazaouis, sinon par sa vorace volonté mercantile d'annexer définitivement Ghaza pour s'approprier les gisements de gaz et du pétrole.

La bourgeoisie israélienne pensait mener, dans l'indifférence générale de l'opinion internationale obtenue grâce au contrôle totalitaire de la communication, une opération militaire éclair de quelques semaines pour régler définitivement la « question palestinienne », en particulier Ghazaouie. Notamment par le déplacement forcé des populations. Autrement dit, une guerre éclair de quelques semaines.

La bourgeoisie israélienne pensait en finir au plus vite avec une guerre qu'elle savait être impopulaire et, surtout, injuste. Elle escomptait remporter la victoire par la déportation aisée et rapide des populations civiles palestiniennes de Ghaza vers l'Egypte et d'autres pays limitrophes.

Le but était d'opérer une occupation rapide et décisive, dans une guerre qui se devait d'être courte. Au final, une guerre éclair qui aura tourné court. Car elle s'éternise. S'enlise.

Le pouvoir israélien aura perdu et la bataille de la communication et la guerre de nettoyage ethnique. De là s'explique sa radicalisation, sa brutalisation. La guerre totale est dorénavant engagée à Ghaza.

Toutefois, si le pouvoir politique israélien, inféodé totalement aux intérêts du capital étasunien, notamment celui du pétrole et du gaz, est déterminé à poursuivre sa guerre totale, en revanche, l'état-major de l'armée, tout comme les soldats et les réservistes, épuisés et démoralisés, sont opposés à toute intensification de la guerre. Mieux : ils

prônent un cessez-le-feu immédiat. Ils exigent la fin de la guerre.

La semaine dernière, environ 550 anciens haut gradés de l'appareil sécuritaire de l'Etat hébreu avaient appelé le président américain Donald Trump à faire pression sur Netanyahu, pour mettre fin à la guerre à Ghaza. Avraham Burg, ancien président (de gauche) de la Knesset, le Parlement israélien, a été jusqu'à se demander, dans le journal espagnol *El País*, « si Israël mérite encore d'exister » en réaction aux massacres de civils dans l'enclave de Ghaza.

Ironie de l'histoire, cette opération militaire israélienne déclenchée le 9 octobre 2023, sous prétexte de riposte à l'attaque terroriste du Hamas, qui se voulait foudroyante et brève, rappelle étrangement l'opération Barbarossa, lancée par Hitler le 22 juin 1941 contre l'Union Soviétique afin de s'emparer de ses immenses richesses naturelles et annexer ses territoires. De bâtir un vaste espace vital (Lebensraum)

Aurolé de ses fulgurantes victoires obtenues contre plusieurs pays européens de l'Ouest (France, Belgique, Pays-Bas), grâce à ses guerres éclair, le régime nazi pensait vaincre et conquérir l'URSS en quelques semaines. Assuré du succès de sa guerre éclair contre l'URSS, confiant au moment de lancer son attaque, Hitler est très vite confronté à la résistance et à la force de frappe de l'armée soviétique. Cette opération Barbarossa aura précipité l'effondrement du régime nazi. La guerre éclair planifiée s'est transformée en une interminable guerre totale, épuisante et ruineuse. Cette opération Barbarossa inaugurera à l'Est de l'Europe le front aux combats les plus sanglants de la seconde boucherie mondiale : exécutions sommaires, pillages, destruction systématique des villages.

Ainsi, la guerre éclair – ou Blitzkrieg – qui avait jusque-là permis l'expansion rapide du IIIe Reich, ne fonctionnera pas en URSS, notamment à cause de la stratégie nazie de la terre brûlée appliquée lors de cette opération Barbarossa. Pourtant, les généraux de la Wehrmacht et Hitler lui-même croyaient que la campagne serait rapide, comme les précédentes en Europe de l'Ouest. Ils avaient estimé que l'armée soviétique s'effondrerait en quelques mois.

L'échec de l'opération Barbarossa constituerait le premier revers de l'Allemagne nazie depuis le début de la Seconde Guerre mondiale. L'opération Barbarossa marquera le début de combats particulièrement meurtriers pour l'armée allemande. Elle marquera aussi le début de l'internationalisation du conflit, jusqu'alors principalement cantonné à l'Europe. Elle marquera surtout le début de la désagrégation du nazisme et de l'effondrement de « l'empire hitlérien », destiné à « vivre mille ans », selon Hitler.

Il ne faut jamais perdre de vue que la majorité des guerres modernes sentent fortement une odeur de pétrole et de gaz. L'actuelle guerre sioniste menée contre Ghaza, ce camp de la mort, sent le gaz à plein nez, jusqu'à asphyxier mortellement les Ghazaouis, victimes de la rapacité coloniale génocidaire des Israéliens. Ces sociopathes pour qui les Palestiniens, déshumanisés, sont des « animaux ».

Netanyahu est contraint de remplir le plan d'occupation planifié par ses parrains capitalistes étasuniens, même au prix du massacre total de la population palestinienne, du sacrifice de milliers de soldats israéliens. Y compris en bravant l'opposition de la population et de plusieurs organisations politiques.

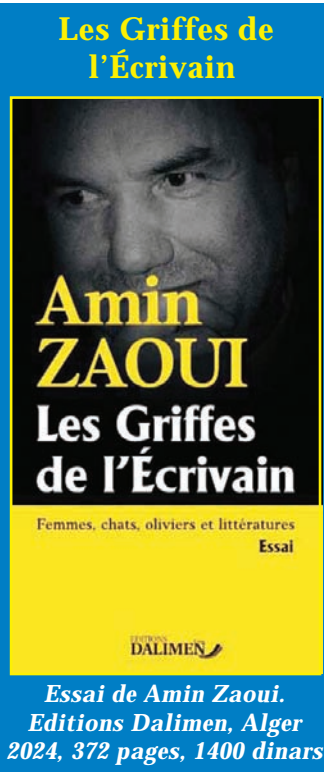
La fraction bourgeoise israélienne qui a déclenché l'opération de nettoyage ethnique des populations civiles palestiniennes ne peut plus interrompre son plan d'annexion de Ghaza.

Or, cette intensification et extension de la guerre totale entraînera inéluctablement le pays dans une guerre civile. Voire provoquera immanquablement l'assassinat de Netanyahu par un membre de l'armée ou du Mossad, un réserviste ou un militant pacifiste.

Les jours de Netanyahu sont comptés. Son pouvoir est en sursis. Mieux. La disparition d'Israël est imminente.

(*) Curieusement, le 7 octobre, 2 000 combattants du Hamas franchissent sans encombre la frontière israélienne la plus sécurisée et protégée du monde. Durant 6 heures, ils livrent leur « attaque surprise » – surprenante ? – sans rencontrer la moindre résistance de la part de l'armée la plus efficace et équipée du monde : aucun hélicoptère ni avion de combat n'a décollé pour neutraliser les assaillants palestiniens.

médiation
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Les Griffes de l'Écrivain
Essai de Amin Zaoui.
Editions Dalimen, Alger
2024, 372 pages, 1400 dinars

Décidément, Amin Zaoui est un auteur très actif qui n'arrête pas de nous étonner et de nous surprendre aussi bien quantitativement que qualitativement. Bref, on en a pour son argent et le temps consacré à son dernier (gros mais grand) ouvrage n'est pas perdu. Au contraire.

Son écriture en français (mais, elle l'est aussi en arabe) est simple et fluide, colérique et douce, salée et sucrée, délicate et crue en même temps, mélangeant le style de l'écrivain engagé et du chroniqueur de presse éveillé soucieux de réveiller ses lecteurs grâce à « ses » vérités. Dans la lignée des grands maîtres arabes et maghrébins de la littérature d'éveil, que celle-ci relève de la production écrite classique (roman, essai, poésie...) ou journalistique !

Nous avons donc là rassemblés (presque) une centaine de sujets abordés, embrassant (presque) tous les domaines de la vie de la Nation... à l'exception si je ne m'abuse du domaine de la Défense et de l'Histoire. Tout y passe, (presque) toujours sans prendre de gants et c'est tant mieux. Ni diable ou monstre... seulement un écrivain sortant ses griffes (une fois de plus !) mais ne semant ni violence ni brutalité et « exhumant plutôt les étoiles enfouies dans la tête du lecteur ».

Les sujets ? Un peu de tout et de tout un peu mais assez suffisamment pour (presque) tout voir et tout savoir sur notre société : la littérature jetable, le raï, l'Algérien, la lecture Nedjma de Kateb, les interdits, les symboles culturels et littéraires, la culture et les investissements étrangers, les écrivains algériens... frères ennemis, les chats d'Algérie, le cheval, Ramadhan, l'eau, la figue de Barbarie, le couscous, l'écologie, le bon citoyen, la lecture, Apu-

CHRONIQUES GLACIALES

lée de Madaure, Tamazight, l'Amour, la poésie, la diplomatie culturelle, la Diaspora, Tahar Ouettar et l'Islam politique, les intellectuels, la liberté d'écrire, l'Ecole fosse commune des génies, l'Amour algérien, Femmes et lecture, Aimer la vie, l'olivier, la pratique de la magie, l'Intelligence artificielle et l'Intelligence naturelle, le livre, les villes nouvelles, la diversité culturelle, l'enseignement professionnel, les bibliothèques, etc., etc.

Pour ma part et tenant compte de mes penchants intellectuels, j'ai énormément apprécié le portrait de l'Algérien, « sans chaud cœur doux ! » (p 15) : « sa structure psychologique est le fruit d'un enchaînement d'épreuves, comme s'il faisait partie d'une lignée déroutante... ». « Ce n'est ni un pauvre miséreux tendant la main, ni un être satisfait. Il vit dans une plainte permanente... ». Et, toujours dans le portrait de l'Algérien, on en rencontre un autre, plein de vérités : « L'Algérien rêve de croquer la vie à pleines dents » (p. 329). Bien sûr, d'autres chroniques-essais sont à savourer. Sans modération !

L'Auteur : Né en novembre 1956 à Bab El Assa, enseignant à l'Université d'Oran (département des langues étrangères), Docteur d'État en littératures maghrébines comparées, directeur du Palais des Arts et de la Culture d'Oran, directeur général de la Bibliothèque nationale d'Algérie (qui avait connu alors une intense activité culturelle et intellectuelle) avant qu'il ne soit brutalement « vidé » (Khalida Toumi était alors ministre de la Culture), membre du Conseil de direction du Fonds arabe pour la culture et les arts (AFAC), conférencier auprès de plusieurs universités étrangères, de nombreuses activités culturelles internationales (juré, rencontres, colloques)...et animateur d'émissions culturelles télévisées. Romancier bilingue (arabe et français), auteur prolifique ; et, plusieurs de ses œuvres sont traduites dans plusieurs autres langues.

Extraits : « Entre l'Algérie et la France, une histoire d'amour haineuse ! » (p78), « On a réussi à construire un toit pour tout le monde ou presque, et tant mieux et c'est généreux et grandiose, mais on a échoué à créer un toit pour une vie commune, conviviale, participative et belle. L'âme du vivre ensemble manque à nos nouvelles cités » (p 84), « Durant le Ramadhan, c'est le triomphe de la brutalité du capitalisme. Tout se vend et tout s'achète ! On mange et on se mange les uns les autres ! » (p 92), « Une demeure, quel que soit le niveau de vie de la famille qui l'habite, où l'on ne trouve pas une bibliothèque est une maison maudite, privée de lumière » (p 126), « La liberté d'expression comme la liberté de création sont un droit absolu pour l'écrivain, son oxygène même, mais cette liberté ne signifie pas piétiner l'Histoire d'un pays ou d'une nation » (p 138), « La misère, quelle qu'elle soit,

est le sujet central de la littérature algérienne contemporaine. Toutes les misères sont portées avec détails dans le roman et la poésie » (p204).

Avis Plus que de simples chroniques, des essais. Déjà publié (e)s dans la presse ? Peu importe, l'essentiel est de les voir rassemblé(e)s en un seul ouvrage... épais certes mais riche, très riche en informations, en réflexions psychosociologiques, politiques et économiques et en vérités concernant le quotidien (passé et présent) de chacun d'entre nous.

A lire sans délai. À relire de temps en temps pour conserver les pieds sur terre et prendre conscience des (dures ou tristes) réalités de notre vie.

Remarques :

1) Manquent les dates de publication et (ou) d'écriture pour préciser le contexte et comprendre la force du texte. 2) La qualité de l'impression numérique reste à parfaire... mais il est vrai que la rareté de papier de qualité rend difficile la tâche. 3) Une mise en page rendant difficile la lecture.

Citations : « L'Algérien n'est ni un pauvre miséreux tendant la main, ni un être satisfait. Il vit dans une plainte permanente, dans une tension continue, mécontent de tout. De lui-même, des autres, du monde » (p16), « La terre est notre premier paradis construit par les mains de l'homme, avant le paradis fait par Dieu » (p 41), « L'homme amazigh ressemble à un figuier de Barbarie : il est doux, mais tenace et épineux lorsque la situation l'exige » (p 43), « Le couscous est comme l'amour, chacun et chacune le pratique à leurs manières respectives » (p 49), « Parler d'amour dans la culture arabe et maghrébine, c'est comme parler de drogues dures. L'amour fait partie des interdits qui ne peuvent être pratiqués qu'en secret, dans l'ombre des ruelles suspectes. Il y a une équation simple, mais réaliste : moins il y a d'amour, plus le discours pseudo-religieux est abondant » (p 174), « On ne lit pas pour dormir, bien au contraire on lit pour être bien réveillé. Le livre qui nous apporte le sommeil est un livre pour les morts, il est mort-né » (p273), « L'Algérie émigre pour « voir la vie » dans son écosion. Pour voir le « bonheur » des autres peuples marcher sur ses pieds ! L'Algérien ne se plaint pas de la faim ; ni de l'analphabétisme, ni du chômage, il souffre de l'absence de la véritable « vie » du pays. L'Algérien s'ennuie dans son pays » (p 332), « L'intelligence artificielle ne couche jamais dans le lit de la médiocrité artificielle » (p350), « Le paradis n'est pas perdu, c'est nous qui sommes perdus ! » (p367), « Ce qui libère le musulman d'aujourd'hui des préjugés et de l'extrémisme et le fanatisme, c'est la présence de l'Autre avec sa culture, sa langue et sa croyance » (p371).

fanatique à une vitesse épouvantable. Au fur et à mesure que l'islam politique s'accroît, la spiritualité et la haine d'autrui s'enracine » (p 107), (...)

Avis Un roman déroutant, très «chewing-gum», certainement. Hallucinant ? peut-être ! Le style Zaoui.

Citations : « La femme fait l'amour d'abord par les yeux ! La jouissance habite les yeux ! » (p 34), « Toute déclaration d'amour commence par un regard braqué sur les doigts et non pas par des mots échangés d'un texte théâtral sourd » (p 40), (...) « La jalousie des hommes est plus ravageuse que celle des femmes » (p 115), « Une femme ne cache pas une autre ! Les femmes ne sont pas des trains. Elles sont des rails ! » (p134), « La religion est un capital majeur pour les politiciens de ce pays. L'islam est un fonds de commerce inestimable dans notre pays » (p 197).

L'Auteur : Voir plus haut

Extraits : « Oran s'enfonce dans la rigidité d'une religiosité politique et

6.000 blessés chaque année : le prix explosif du Mawlid !

Chez nous, c'est dans le brouhaha et le lancement de pétards qu'on célèbre, plusieurs jours à l'avance, le Mawlid Ennabaoui, avec tout ce que cela implique comme risques et désagréments sur les personnes et les biens !



Par Cherif Ali *

Chaque année, ce ne sont pas moins de 6.000 personnes, en majorité des enfants, qui sont transférées aux urgences des hôpitaux, victimes de brûlures, de traumatismes auditifs, de lésions oculaires ou encore d'amputations irréversibles. Certains garderont toute leur vie des séquelles, parfois lourdes, devenant handicapés à cause d'un simple pétard manipulé par jeu.

Le professeur Khiati et beaucoup d'autres intellectuels sensibilisés sur les risques découlant de l'utilisation des pétards et autres jeux pyrotechniques, en principe interdits d'entrée sur le territoire national, n'ont eu de cesse d'interpeller les autorités compétentes à l'effet de prendre toutes les mesures de sauvegarde de la population et de ses biens. En vain !

Craignant le pire en cette année 2025, la fête étant prévue ce vendredi, les mêmes lanceurs d'alerte ont déploré la mise sur le marché de produits de plus en plus nocifs.

Outre leur dangerosité directe, ces pétards et autres feux d'artifice peuvent causer d'énormes dégâts matériels sur les habitations. L'année passée, des stocks gigantesques ont été découverts dans un local de la basse Casbah d'Alger, grâce à la police qui agissait suite à un appel citoyen. On n'ose pas imaginer l'ampleur du désastre si de tels produits venaient à s'enflammer et exploser en pleine concentration urbaine, comme cela s'est produit en Chine, où une ville entière a sauté, causant la mort de milliers de personnes.

UNE HÉMORRAGIE FINANCIÈRE POUR L'ÉTAT

Au-delà des drames humains, le coût pour la collectivité est considérable :

1. Chaque blessé admis aux urgences nécessite une prise en charge médicale lourde : soins intensifs, opérations chirurgicales, greffes de peau, prothèses pour les amputés, sans oublier les longues séances de rééducation. 2. Les hôpitaux, déjà sous tension, voient leurs services saturés par ces accidents évitables, mobilisant médecins, infirmiers et ambulanciers. 3. À cela s'ajoutent les dépenses indirectes : pensions d'invalidité pour les victimes devenues handicapées, indemnités sociales, arrêts de travail, sans compter la mobilisation massive de la Protection civile et des forces de sécurité. 4. Au final, ce sont des milliards de dinars qui s'évaporent chaque année, alors que ces ressources pourraient être investies dans l'éducation, la santé préventive ou les infrastructures publiques.

UNE MENACE SÉCURITAIRE EN EMBUSCADE

Les risques sur la santé publique causés par les pétards, tout le monde les connaît. Certains, pourtant, s'interrogent même sur la composition chimique de ces produits, introduits frauduleusement, allant jusqu'à évoquer la présence de substances nocives ou de fumigènes contaminés.

Les experts en sécurité publique tirent aussi la sonnette d'alarme : dans un contexte où le terrorisme reste aux aguets, l'ambiance explosive créée par les pétards du Mawlid Ennabaoui pourrait

être exploitée pour frapper. Bien sûr, les forces de sécurité veillent au grain !

Il n'empêche que l'on reste incrédule devant l'énormité des stocks exposés et écoulés partout dans le pays.

Pendant que les familles vivent dans l'angoisse, certains « compatriotes » se frottent les mains à l'idée des fortunes qu'ils vont amasser !

Les marchandises atteignent parfois 300 à 600 millions de centimes, sans parler des profits faramineux des barons du secteur. Tahar Boulennouar, SG de l'Union des Artisans et Commerçants Algériens, a révélé que les vendeurs brassent environ 300 % de bénéfices nets et que les importateurs se targuent de réaliser près de 10 milliards de dinars. Une véritable économie souterraine !

QUAND LA LOI ASSIMILE LES PÉTARDS AUX ARMES

Le gouvernement, conscient de la gravité du phénomène, a rappelé que l'importation de produits pyrotechniques est passible des mêmes sanctions que celle des armes, munitions et explosifs. L'article 33 de la loi de finances prévoit une amende égale à deux fois la valeur des marchandises confisquées et une peine allant jusqu'à 5 ans de prison. Mais encore faut-il appliquer ladite loi avec rigueur et éradiquer ce marché noir florissant.

En attendant, les autorités se contentent de communiqués, comme celui du ministère de la Santé, appelant les parents à surveiller leurs enfants et à se montrer responsables. Mais cela suffit-il ? La question reste posée.

Et, une fois nos pas coutume, puisse ce Mawlid Ennabaoui être enfin célébré dans la foi, la pitié et la sérénité, loin des flammes, des hurlements de sirènes et des salles d'urgence bondées.

Au final, le Mawlid Ennabaoui devrait être un moment de recueillement, de ferveur et de spiritualité, une fête qui rassemble les familles autour de la mémoire du Prophète (QSSL) et qui inspire sérénité et solidarité.

Or, depuis plusieurs années, cette célébration religieuse est dévoyée par une déferlante de pétards et d'explosifs qui sèment la panique, détruisent des vies et grèvent lourdement les finances publiques.

Le bilan humain est accablant : des milliers de blessés chaque année, des enfants mutilés à vie, des familles brisées.

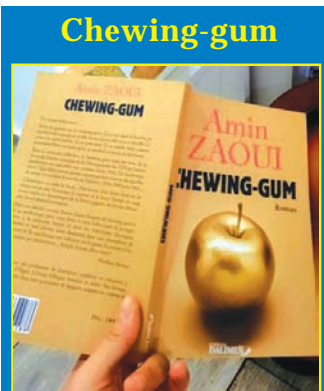
Le bilan économique l'est tout autant : des milliards de dinars engloutis dans les soins d'urgence, les prothèses, la rééducation et les pensions d'invalidité, sans compter la mobilisation colossale des pompiers, médecins et forces de sécurité.

Tout cela pour satisfaire un marché noir qui prospère dans l'illégalité et fait la fortune d'une poignée de trafiquants.

Il est donc urgent que les pouvoirs publics passent des discours aux actes, en appliquant strictement la loi et en tarissant les réseaux d'importation et de distribution. Mais au-delà de la répression, c'est toute une prise de conscience collective qui doit émerger : celle des parents, appelés à protéger leurs enfants ; celle des commerçants, qui doivent cesser de nourrir cette spirale destructrice ; et celle des citoyens, qui doivent replacer cette fête sous le signe de la foi et de la pitié, loin des flammes et des artifices.

Que ce Mawlid 2025 ne soit pas, une fois encore, marqué par le bruit des sirènes et les cris de douleur dans les couloirs des hôpitaux, mais par la sérénité des cœurs, la lumière de la foi et la paix partagée dans nos foyers.

*Ancien Cadre Supérieur de l'Etat



Chewing-gum
Roman de Amin Zaoui.
Editions Dalimen, Alger 2023,
225 pages, 1 400 dinars (Fiche de lecture déjà publiée fin novembre 2023. Extraits pour rappel seulement. Fiche complète in [www.almanach-dz.com/société/bibliothèque d'almanach](http://www.almanach-dz.com/société/bibliothèque_d'almanach))

Projet à multiple enjeux Dernières retouches pour l'étude de la 2^{ème} tranche du 5^{ème} périph

Houari Saaïdia

Confiée à l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics (CTTP), l'étude de la 2^{ème} tranche du 5^{ème} boulevard périphérique s'appuie sur la conception d'un tracé autoroutier de 14 km entre El Kerma et Misserghine, et ce pour boucler la boucle et relier ainsi les deux extrémités du Grand Oran.

L'étude, en voie de finalisation avec la procédure des avis qui est en cours, n'aura pas été pas une chose aisée, dans la mesure où il est question d'un passage obligé du tracé de 14 km de très près de la Grande Sebkha d'Oran et du périmètre de sécurité de l'Aéroport international Ahmed Ben Bella. Aux dernières nouvelles, une réunion a été tenue il y a quelques semaines entre les responsables du projet et les représentants de l'entreprise gestionnaire de l'Aéroport international Ahmed Ben Bella, au terme de laquelle « un accord sous réserves » a été donné pour faire passer le tracé de l'autoroute à proximité du périmètre de sécurité de l'aéroport. La nécessité de mettre en place cette rocade Sud-Ouest va bien au-delà du simple besoin de transport-mobilité entre les deux sous-régions et présente un enjeu plus global : l'équilibre territorial. L'analyse des disparités de développement territorial de la wilaya d'Oran met en évidence, en effet, notamment un déséquilibre criard entre les deux régions Nord-Est et Sud-Ouest, en défaveur de cette dernière. Cela ressort d'un diagnostic des inégalités territoriales sociales et économiques des communes Nord-Est et Sud-Ouest. Couvrant une superficie de 2.121 km² et bordée au nord par la mer Méditerranée, qui lui a imposé une certaine monopolisation (ou centralité) territoriale, la wilaya d'Oran occupe certes une position stratégique et se discrimine nettement des autres wilayas de la région, au plan paysager, potentialités et ressources, mais souffre clairement d'un certain déséquilibre territorial, d'ordre socioéconomique au premier chef. Ce déséquilibre s'accroît et s'intensifie à l'échelle réduite du Groupement d'Oran (Oran-Bir El Djir-Es-Sénia).

TRIPLE OBJECTIF

Pourquoi la wilaya gagnera bien plus qu'en termes d'infrastructure

routièr en parvenant à lever le gel sur la 2^{ème} section du 5^{ème} périphérique, boucle la plus excentrique qui ceinture le Grand-Oran ? Parce que la mise en place de cette Rocade Est-Ouest va bien au-delà du simple besoin de transport-mobilité entre ces deux régions du territoire de la métropole et présente un enjeu supérieur et stratégique : l'équilibre territorial.

Dès sa première prise de contact avec la presse locale, fin 2024, Samir Chibani confiait qu'il nourrissait l'espoir de transformer en réalité une image qu'il avait virtuellement construite bien avant qu'il ne fût wali d'Oran. Celle d'une autoroute Sud-Ouest qu'il s'imaginait emprunter à chaque visite d'Oran. Une boucle qui fasse fonction de trait d'union entre ces deux points cardinaux et par là-même un facteur de développement de tout l'espace intermédiaire. A vrai dire, la 2^{ème} tranche du projet du 5^{ème} boulevard périphérique qui devra parachever l'édifice de cette boucle autoroutière, à partir d'El Kerma (banlieue Sud d'Oran) et jusqu'à Misserghine (banlieue Ouest d'Oran), répond au besoin -dans une large mesure- par rapport à l'idée qui a germé dans la tête de ce responsable bien antérieurement à son accès à la chefferie de la wilaya d'Oran.

LIAISON, DÉVELOPPEMENT ET ÉQUILIBRE TERRITORIAL

Car, à y regarder de plus près, ce tronçon complétant et ficelant la 2^{ème} rocade sur une distance de 14 km entre le Sud (précisément à l'intersection RN4/Autoroute Est-Ouest à hauteur du marché de gros de fruits et légumes) et l'Ouest (précisément à la sortie de Misserghine par la RN2 menant vers Oran via El Hassi) n'est-il pas une solution à la double équation : voie express Sud-Ouest et moyen d'équilibrage territorial Nord-Sud pour le Grand Oran ? C'en est une visiblement, et même à tout point de vue. Là, il n'est pas question d'aborder le sujet de ce maillon infrastructurel manquant sous l'angle -assez subjectif au demeurant- d'une idée personnelle d'un haut responsable, mais juste de mettre le curseur devant le nouveau débat de fond qui accompagne désormais ce thème et qui est même susceptible d'en créer un contexte plus favorable en ce sens que le dossier gagnerait en pertinence et en évolution dès lors

Santé

Le secteur renforcé par 8 nouveaux accélérateurs linéaires d'ici 2026

Le dispositif de lutte contre le cancer dans la wilaya d'Oran sera renforcé, d'ici l'année 2026, par l'acquisition de huit nouveaux accélérateurs linéaires au profit des établissements de santé, afin d'améliorer la prise en charge médicale des patients, selon le directeur de la santé et de la population, Hadj Boutouaf.

L'établissement hospitalier spécialisé en oncologie «Emir Abdelkader» d'El Hassi sera doté de trois accélérateurs, dont deux de dernière génération, qui ont été récemment livrés. L'accélérateur actuellement en service sera également remplacé par un nouvel appareil, selon le même responsable. Le Centre hospitalo-universitaire «Dr Benzerdjeb» d'Oran a également

reçu récemment deux nouveaux accélérateurs, qui entreront en service prochainement, d'après la même source. En outre, l'Institut national du cancer, actuellement en cours de réalisation à Oran et dont la réception est prévue pour la fin de l'année en cours ou le début de l'année prochaine, sera équipé de trois autres accélérateurs linéaires, selon M. Boutouaf.

Avec ces nouveaux équipements, les capacités des établissements hospitaliers de la wilaya d'Oran dans la lutte contre le cancer seront renforcées, notamment dans le domaine de la radiothérapie, ce qui permettra d'améliorer les prestations fournies aux patients, selon le même responsable. D'autres appareils seront également acquis, no-

qu'il est pris en main par un gouverneur de la ville qui en fera un challenge personnel. En réponse à une question de savoir s'il y avait une idée particulière qui effleurait son esprit et lui tenait à cœur en simple visiteur d'Oran et qui s'est muée en une sorte de challenge personnel pour lui aujourd'hui qu'il est wali de cette ville, Samir Chibani avait répliqué : « Oui, il y'en a une : la réalisation d'une autoroute Sud-Ouest. Quand je venais souvent à Oran, je ne pouvais me libérer d'une pensée récurrente et presque obsessionnelle, en l'occurrence que je devais toujours passer bon gré mal gré par le Nord pour me rendre en chef-lieu. Je m'imaginai emprunter un trajet virtuel via le côté Sud pour rejoindre la ville côté Ouest, non sans me poser la question de savoir pourquoi n'a-t-on pas songé à un tel itinéraire apparemment si évident.

Et maintenant que je suis wali d'Oran, j'y songe très sérieusement. Voyez-vous, une autoroute qui passe par l'arrière-pays de la ville côtière pour nous emmener à l'autre bout via un chemin excentré et peu fréquenté loin de la circulation étouffante et accablante de la ville côté mer. Une nouvelle rocade de 15 à 20 kilomètres qui ouvrira sur son passage des perspectives pour toute une région en retrait, apportera une nouvelle dynamique et intégrera des espaces jusque-là marginalisés », avait expliqué M. Chibani.

GEL FORT PÉNALISANT

Inachevée et non bouclée en raison du gel de sa deuxième partie, la 2^{ème} rocade Sud ou ce qui est plus connu sous le nom du 5^{ème} boulevard périphérique, a été l'un des dossiers plaidés avec vigueur par la wilaya devant le ministre des TP et des Infrastructures de base lors de sa visite à Oran en août 2024, à l'occasion de la rituelle cérémonie du couper du ruban de la pénétrante portuaire. Ayant déjà eu l'accord de principe du Premier ministre pour le dégel de la 2^{ème} tranche de cette 5^{ème} couronne, la wilaya sous l'ex-wali Saïd Sayoud avait saisi la balle au rebond en sollicitant l'appui et le soutien du ministre du secteur afin de faire aboutir la démarche. Réceptif à l'appel, Lakhdar Rakhroukh a promis de faire de son mieux à cet effet, non sans insinuer que la question ne dépendait pas de lui seul.

Rentrée scolaire

De nouveaux projets inscrits dans le cadre de l'investissement pour 2025

K. Assia

De nouveaux projets de réalisation d'établissements viennent d'être inscrits dans le programme d'investissement de l'année 2025. En effet, le secteur de l'éducation bénéficiera de nouvelles infrastructures qui viendront répondre aux attentes des parents d'élèves de sorte que cette opération est intitulée programme d'investissement de l'année 2025. Il s'agit tout d'abord de travaux d'extension de 8 classes dans le cycle primaire et la réalisation de cinq nouveaux CEM. Le premier CEM sera de type base 6 à Sidi Maarouf dans la commune de Sidi Chahmi, le second sera de type base 6 à Cosider à Haï Es-Sabah. Trois autres CEM seront respectivement réalisés à Hassi Bounif, à Haï Gourine dans la commune d'Arzew et à Benfreha centre. L'opération comportera également la réalisation de deux nouveaux lycées qui seront implantés à Ain El Turk et Kadiri Houcine à Oran. Par ailleurs et en prévision de la nouvelle rentrée scolaire 2025- 2026, le secteur de l'éducation de la wilaya d'Oran sera renforcé par 47 établissements scolaires dans les cycles primaire et moyen pour l'année scolaire 2025-2026. Il s'agit de 31 établissements scolaires dans le cycle primaire, dont 23 seront livrés à la rentrée scolaire et 8 à la fin de l'année en cours, ainsi que de 137 classes d'extension, avec la réalisation de 51 cantines scolaires, dont 41 seront livrées en septembre

et 10 fin décembre 2025. Le cycle moyen sera également renforcé par 16 établissements, dont 14 seront livrés à la rentrée scolaire, en plus de 57 classes d'extension, avec la réalisation de quatre internats, de deux terrains de sport et d'une salle d'informatique, a précisé le responsable. Ces infrastructures éducatives viendront soutenir les nouveaux pôles urbains, tels que les pôles «Ahmed Zabana» dans la commune de Misserghine et Oued Tlélât, qui connaissent une forte augmentation de la population en raison des opérations de relogement, ainsi que les différentes communes de la wilaya. D'autre part, 225.142 élèves rejoindront les bancs de l'école à Oran pour la rentrée 2025-2026, selon les prévisions de la direction de l'éducation. Durant l'année 2024-2025, 302 établissements primaires ont bénéficié de travaux de réaménagement et de réhabilitation, un projet lancé dans le cadre de la grande opération pilotée par la direction du logement et pour laquelle une enveloppe budgétaire de 145 milliards de centimes a été débloquée. Cette opération a permis aussi de réaliser 61 stades pour l'éducation sportive, l'aménagement de 5 salles d'étude, la dotation des établissements de nouveaux équipements dont du matériel informatique et aussi l'équipement des cantines scolaires. La wilaya d'Oran dispose actuellement de plus de 900 établissements scolaires, dont 613 écoles primaires, 197 collèges et 93 lycées.

Cap Blanc

Les travaux de réalisation de la station d'épuration touchent à leur fin

Les travaux de réalisation de la station d'épuration des eaux usées (STEP) de Cap Blanc, à l'Ouest d'Oran, touchent à leur fin, avec un taux d'avancement de 96%, a indiqué la directrice locale de l'hydraulique, Nassima Tahri.

Il s'agit d'une mini-station monobloc, dont la capacité ne dépasse pas les 4.000 mètres cubes par jour, qui devra épurer les eaux usées du village de Cap Blanc, a-t-elle précisé. «L'impact de cette station est surtout écologique, étant conçue pour épurer les eaux usées avant leur déversement en mer», a-t-elle fait savoir, ajoutant que sa direction étudie, par ailleurs, la possibilité de

leur réutilisation par les services de la commune dans le nettoyage et l'irrigation des espaces verts.

Cette mini-station monobloc, qui s'ajoute à celles de Cap Falcon et Mers El Kebir, devrait être livrée et mise en exploitation avant la fin de l'année en cours, selon la même source. La réalisation de cette infrastructure s'inscrit dans le cadre du programme national d'assainissement, a-t-elle expliqué, rappelant que la wilaya d'Oran a bénéficié de plusieurs projets d'assainissement, notamment la réalisation en cours des STEP de Oued Tlélât et Gdyl, ainsi que le programme de réhabilitation de la méga STP d'El Kerma.

Direction des services agricoles

Un programme de plantation de 76 hectares d'arbres fruitiers envisagé

La wilaya d'Oran a bénéficié d'une enveloppe budgétaire de 50 millions de dinars pour la saison agricole 2024-2025, dédiée à financer un programme de plantation de 76 hectares d'arbres fruitiers résistants, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction des services agricoles.

Ce programme vise essentiellement à valoriser ce type d'arbres, a indiqué à l'APS Mme Wahiba Othmane, cheffe du service de l'organisation de la production et de l'appui technique. Ce programme concerne la plantation d'amandiers,

notamment de la variété «Texas», en voie de disparition, mais particulièrement adaptée aux conditions climatiques d'Oran. Ces arbres seront plantés dans plusieurs localités, notamment à Ain El Turk, Boutléis, Bethioua, Es-Sénia, Oued Tlélât et Arzew, a précisé Mme Othmane. Des superficies seront également réservées à la culture de figuiers dans les vergers situés à Ain El Turk, Bethioua, Es-Sénia et Oued Tlélât. Par ailleurs, un hectare a été réservé, à titre expérimental, pour la culture des pistachiers dans une zone agricole de Bethioua, a-t-elle ajouté. Pour la concrétisation de cette opération, les démarches nécessaires ont été entreprises afin de lancer la plantation d'amandiers, de figuiers et de pistachiers. A noter qu'un montant de 5 millions de dinars, prélevé sur le budget global, a été affecté pour débiter la phase de plantation prévue pour le mois d'octobre prochain, selon la même source.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

BEHAM Med Reda, 17 ans, Relizane

AÏD Kadda, 88 ans, Oran

JEDOU Samed Chaimae, 09 jour, Oran

BENAOU M Zineb, 79 ans, Petit Lac

Horaires des prières pour Oran et ses environs

11 rabie el aouel 1447

El Fedjr
05h09

Dohr
13h03

Assar
16h40

Maghreb
19h32

Icha
20h52



Saïda

100 logements publics locatifs en cours de réalisation à Youb

Les travaux de réalisation de 100 nouveaux logements de type public locatif (LPL) sont en cours dans la commune de Youb (wilaya de Saïda), dans le but d'améliorer les conditions de vie des citoyens, a-t-on appris, mardi, auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI).

« Le taux d'avancement du projet, lancé en octobre dernier, est estimé à 45 % », a précisé la même source, indiquant que la livraison de ce quo-

ta de logements, dont la réalisation est assurée par l'OPGI, est prévue dans un délai de 18 mois. Une enveloppe budgétaire de plus de 300 millions de dinars a été allouée à ce projet, a-t-elle fait savoir.

Le wali de la wilaya, Amoumen Marmouri, s'est enquis, jeudi dernier, de l'état d'avancement des chantiers de ce projet de logements, dans le cadre de l'inspection de plusieurs projets de développement dans la commune, où il a insisté sur la nécessité

de respecter les délais de livraison.

A noter que la daïra de Youb a bénéficié d'un programme de logements publics locatifs de 1.345 unités, dont 895 logements ont été déjà livrés, tandis que le reste est en cours de réalisation. Par ailleurs, la wilaya de Saïda a été renforcée, l'année dernière, par un nouveau quota de 2.000 logements publics locatifs, dans le cadre d'un programme complémentaire en cours de concrétisation à travers les différentes daïras de la wilaya.

Mascara

Le Salon des fournitures scolaires attire la grande foule

Le Salon de wilaya des fournitures scolaires, ouvert mardi à la maison de l'artisanat et des métiers de Mascara, attire un grand nombre de parents d'élèves, a-t-on constaté sur place.

Dès le premier jour de cet événement, organisé par la direction du commerce intérieur et de la régulation du marché national en coordination avec la chambre de commerce et d'industrie «Beni-Chougrane», et dont l'ouverture a été présidée par le wali de Mascara, Fouad Aïssi, une forte affluence de parents venus du chef-lieu de la wilaya et des régions avoisinantes, a été observée.

La directrice du commerce intérieur et de la régulation du marché de la wilaya, Mme Belghrib Tidjina, a déclaré à l'APS que cet engouement est dû «aux prix abordables des articles proposés, à leur bonne qualité, et à leur large disponibilité dans les différents stands du salon». La manifestation, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois de septembre, regroupe plus de 30 exposants locaux spécialisés dans la vente de fournitures scolaires et de livres parascolaires, indique-t-on.

Des espaces sont également dédiés à la vente de vêtements pour enfants et de matériel pédagogique électronique, tels que des tablettes numériques et des ordinateurs portables. Mme Belghrib a également annoncé l'ouverture, ce mardi, en collaboration avec les chefs de daïra et

les APC, de 11 points de vente de fournitures scolaires répartis à travers 11 chefs-lieux de daïras de la wilaya. Ces espaces sont situés dans des salles polyvalentes, centres culturels, des marchés de proximité et des structures de la jeunesse, a-t-elle fait savoir.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme du ministère du Commerce intérieur et de la régulation du marché national, visant à assurer une bonne préparation à la rentrée scolaire et à permettre aux parents d'acquérir des fournitures de qualité à des prix raisonnables, a-t-elle ajouté.

Par ailleurs, quatre autres points de vente devront être ouverts dans les prochains jours au niveau des daïras de Hachem, Aïn-Fekan, Oued El Abtal et Mohammadia, a-t-elle précisé.

De son côté, le wali Fouad Aïssi a affirmé, en marge de cet événement, que les autorités locales, en coordination avec le secteur du commerce et de la régulation du marché national, veilleront à assurer la disponibilité des fournitures scolaires, avec la mobilisation du secteur de l'artisanat en vue de garantir la disponibilité des blouses scolaires, notamment pour les enfants issus de familles démunies.

Enfin, plusieurs parents d'élèves ont salué l'organisation de telles manifestations, qui leur offrent la possibilité d'acquérir des fournitures scolaires à des prix abordables et de bonne qualité.

El Bayadh

Près de 100 paramédicaux en renfort

Le secteur de la santé et de la population de la wilaya d'El Bayadh a lancé, récemment, une opération de recrutement d'environ 100 paramédicaux, diplômés des instituts nationaux de formation supérieure en paramédical (promotion 2025), a indiqué, mardi, le directeur local de la santé et de la population (DSP), M. Belaïd Meziane.

Le DSP a précisé à l'APS que ses services ont entamé l'affectation de ces nouveaux agents paramédicaux, issus de différentes spécialités, dans plusieurs établissements publics de santé de la wilaya, tels que les établissements hospitaliers publics et les polycliniques, y compris les nouvelles structures récemment réceptionnées, comme l'hôpital de 60 lits de la commune de Boualem, qui sera prochainement mis en service.

Par ailleurs, pas moins de 275 nouveaux étudiants ayant réussi au concours d'accès à la formation paramédicale intégreront prochainement l'Institut de formation paramédicale "Chahid Bourane Mohamed", au titre de l'année pédagogique 2025-2026.

Ces étudiants seront répartis entre trois spécialités, à savoir celles d'aides-soignants de santé publique (210 places pédagogiques), d'assistants en chirurgie dentaire (30 places pédagogiques) et d'agents de puériculture (35 places pédagogiques), a-t-on fait savoir de même source. La wilaya a également bénéficié, récemment, d'un nouveau quo-

ta de 40 places pédagogiques pour la formation paramédicale spécialisée.

Ces futurs diplômés seront orientés vers les services des urgences médicales et chirurgicales, une fois leur formation terminée, indique-t-on.

Le renforcement du secteur de la santé par des ressources humaines qualifiées s'inscrit dans le cadre des projets sanitaires structurants dont bénéficie actuellement la wilaya, tels que le projet de réalisation d'un hôpital de 80 lits à El-Abiodh Sidi Cheikh (en cours de construction), l'hôpital de 60 lits de Brizina, dont les travaux ont repris cette semaine, l'hôpital de 60 lits de Boualem, réceptionné récemment et qui sera bientôt opérationnel.

Par ailleurs, d'autres structures sanitaires ont également été équipées, comme la polyclinique de la cité 440 logements dans la ville d'El Bayadh, récemment réceptionnée, et en attente de mise en service.

Des travaux de rénovation et de réhabilitation sont en cours dans plusieurs établissements de santé, notamment les services de l'hôpital Mohamed Bou-diaf (chef-lieu de wilaya), les polycliniques de Brizina, El-Abiodh Sidi Cheikh et El Bayadh-centre, ainsi que la polyclinique de proximité de la commune de Chellala. D'autre part, six ambulances médicalisées seront prochainement livrées et réparties entre les établissements de santé de la wilaya, a fait savoir la même source.

Aïn Temouchent

410 millions DA alloués pour le raccordement au gaz naturel

Une enveloppe budgétaire de 410 millions de dinars a été allouée, dans la wilaya d'Aïn Temouchent, à des projets de raccordement au réseau de gaz naturel dans plusieurs agglomérations relevant de différentes communes, a annoncé le wali, Mabrouk Ouled Abdennebi.

Le premier responsable de l'exécutif local a précisé, en marge de la cérémonie d'installation du nouveau chef de cabinet de la wilaya, ainsi que des nouveaux directeurs du secteur de l'énergie et des mines et de la so-

ciété de distribution d'électricité et de gaz, que "la wilaya d'Aïn Temouchent a obtenu, récemment, l'autorisation d'exploiter une enveloppe de 410 millions de dinars, issue des crédits non consommés des projets antérieurs inscrits dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL)". Ce montant sera destiné à financer des opérations de raccordement au gaz naturel dans plusieurs zones d'habitation à travers la wilaya.

M. Ouled Abdennebi a égale-

ment souligné que "la wilaya enregistre des indicateurs positifs en matière de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel", affirmant dans ce contexte que les efforts se poursuivent pour améliorer les conditions de vie des citoyens dans l'ensemble des communes.

D'après les données du secteur de l'énergie et des mines de la wilaya, Aïn Temouchent affiche actuellement un taux de raccordement de 98,63 % à l'électricité, et de 83,26 % au gaz naturel.

Mostaganem

Un réseau de passeurs de harraga démantelé

Les services de police de Mostaganem ont démantelé un réseau criminel national spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines via la mer, composé de huit individus, indique mercredi un communiqué de la Sûreté de wilaya.

L'opération a été menée par la Brigade de lutte contre le trafic de migrants et de traite d'êtres humains, suite à des informations faisant état d'un groupe de personnes organisant une traversée clandestine via la mer à partir d'une plage de la wilaya de Mostaganem, selon la même source.

Les éléments de la brigade se sont immédiatement déplacés sur les lieux, ce qui a permis l'interception d'un

véhicule suspect à bord duquel ont été découverts huit jerricans de 30 litres remplis d'essence ainsi qu'une somme d'argent estimée à 1,744 million DA, soigneusement dissimulée à l'intérieur du véhicule, a-t-on précisé. Les mêmes éléments ont également saisi un autre véhicule suspect, transportant 11 jerricans de 30 litres remplis d'essence.

Poursuivant les investigations sous la supervision du parquet territorialement compétent, les policiers ont arrêté huit individus, parmi lesquels des organisateurs de la traversée clandestine par mer, et des personnes chargées de la préparation et du transfert du matériel de navigation, ainsi que

la recherche de candidats à l'émigration illégale.

Au cours de l'opération, une embarcation semi-rigide équipée d'un moteur a été saisie dans le domicile de l'un des mis en cause, après l'obtention d'un mandat de perquisition du parquet de Mostaganem, ajoute le communiqué. Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales, les suspects ont été déférés devant les instances judiciaires territorialement compétentes, pour les faits de trafic de migrants dans le cadre d'un groupe criminel organisé transfrontalier et la mise en danger de leur vie en contrepartie d'un gain financier, a-t-on indiqué.

Chlef

La campagne de récolte du tournesol lancée

La campagne de récolte du tournesol a été lancée mardi, dans la wilaya de Chlef, avec des prévisions de rendement pouvant atteindre 18 quintaux à l'hectare, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Le coup d'envoi de la campagne de récolte a été donné depuis un champ de la commune d'El-Karimia, au Sud-Est de Chlef, sur une superficie de plus de quatre (4) hectares, où les prévisions de la DSA tablent sur une production entre 14 et 18 quintaux à l'hectare. Les résultats obtenus dans cette filière sont jugés "acceptables" compte tenu de la nouveauté de cette culture pour les agri-

culteurs de la région et du déficit pluviométrique ayant affecté les rendements, a indiqué à l'APS, le chef de la section agricole de la daïra d'El-Karimia, Abdelkader Djaouti. Le responsable a salué l'adhésion des producteurs locaux au programme national des cultures des oléagineuses et leur implication dans le développement de cette filière stratégique. Il a rappelé le succès de l'expérience menée lors de la campagne 2023/2024, qui a encouragé de nombreux agriculteurs à s'intéresser davantage à cette culture.

A noter qu'une commission composée de représentants de la DSA, de l'Institut technique des grandes cul-

tures (ITGC), de la Chambre d'agriculture et de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) a effectué des visites de terrain, notamment dans des exploitations à El-Karimia, Sidi Laroussi, et au chef-lieu de wilaya, afin de vérifier la maturité et la disponibilité du tournesol avant le lancement officiel de la récolte, selon le même responsable.

Pour rappel, une superficie de 700 hectares est consacrée à la culture du tournesol à travers la wilaya, dont 70 hectares relèvent d'agriculteurs privés et 630 hectares au niveau des unités de production agricoles des communes de Boukadir (130 ha), Labiod Medjadja (50 ha) et Sobha (450 ha).

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
CENTRE HOSPITALO - UNIVERSITAIRE D'ORAN
DIRECTION GÉNÉRALE
Nif : 099731019204033

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALE N° 15/2025

Le Centre Hospitalo - Universitaire d'Oran lance un avis d'appel d'offres National ouvert avec exigence de capacités minimales pour : **FOURNITURE D'HABILLEMENT AU PROFIT DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE D'ORAN POUR L'ANNEE 2025 EN LOT UNIQUE.**

- Les soumissionnaires intéressés doivent soumissionner pour la totalité des articles composants le lot, sous peine de rejet.

ELIGIBILITE DES CANDIDATS

- L'avis d'appel d'offre s'adresse à l'ensemble des soumissionnaires (fabricant - importateur, distributeur et grossiste) ayant le registre de commerce dans la spécialité (habillement).
- Avoir au minimum une Attestation de bonne exécution de projet de même nature à l'objet du cahier des charges délivrée et signé par un service contractant public.
- Ayant réalisé une moyenne des chiffres d'affaires des bilans fiscaux des trois dernières années certifiés par les services des impôts, égale ou supérieure à : 15 000 000.00 DA.
- Engagement de délai de livraison signé et cacheté avec un délai maximale de 30 jours.

Conformité aux CPT «cahier des prescriptions technique»:

- Fourniture conformes aux descriptifs du cahier des charges pour la totalité des articlesoffre acceptée.
- Fournitures non conformes aux descriptifs du cahier des charges pour l'un des articlesoffre rejetée.

N.B / l'évaluation de ce critère se fera par le comité technique qui sera désigné ultérieurement Sur présentation de la fiche technique Présenté par le soumissionnaire+ échantillons.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction Générale - bureau des marchés du Centre Hospitalo-universitaire d'Oran, contre paiement auprès de la trésorière ORAN - HOPITAL Comptable de l'établissement, d'un récépissé de trois mille Dinars de 3000,00DA non remboursable.

Le soumissionnaire préparera quatre (04) enveloppes. La première enveloppe E1 est destinée au dossier de candidature, La deuxième enveloppe E2 est destinée à l'offre technique et La troisième enveloppe E3 est destinée à l'offre financière. E contiendra les trois enveloppes E1 et E2 et E3 sur lesquelles il sera porté respectivement les mentions « dossier de candidature » et « offre technique » et « offre financière » avec l'identification et l'adresse du soumissionnaire.

L'enveloppe extérieure anonyme ne devra comporter que la mention:

APPEL D'OFFRE D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N°/2025
FOURNITURE D'HABILLEMENT AU PROFIT DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
D'ORAN POUR L'ANNEE 2025 EN LOT UNIQUE.

A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis d'évaluation des offres

La durée de préparation des offres est fixée à **Quinze (15) jours** à compter de la date de la Première parution de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou la presse.
La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la préparation des offres **de 8 H 00 à 13 H 30**.
Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal (Vendredi ou Samedi), la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

*Les soumissions doivent comprendre trois offres distinctes, un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

DOSSIER DE CONDIDATURE :

- une déclaration de candidature selon le model ci-joint remplie, signée, daté et cachetée
- Les statuts pour les sociétés.
- La déclaration de Probité selon le modèle ci-joint (datée, signée, cachetée et remplie).

« Etc voir le détail dans le cahier des charges article 13 ».

Offre technique :

- Une déclaration à souscrire selon le modèle ci-joint rempli, cachetée daté et signée;
- Mémoire technique justificatif rempli, cachetée daté et signée

« Etc Voir le détail dans le cahier des charges article 13 »

Offre financière :

- Lettre De Soumission Selon Le Modèle Ci-joint Remplie, Cachetée daté Et Signée;
- Le bordereau des prix unitaires dûment renseigné en chiffres et en lettre et signé (signature, cachet et griffe).

« Etc Voir le détail dans le cahier des charges article 13 »

Les soumissionnaires sont invités à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu au siège du secrétariat Générale - salle de réunion du Centre Hospitalo-universitaire d'Oran, Adresse : **Centre Hospitalo - Universitaire D'Oran Sis Au 76 Bd Benzerdjeb Oran,**

Le jour même correspondant à la date limite de dépôt des offres à **13h:30**.
Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre à **(105) jours** à compter de la date de la 1^{ère} parution de l'appel d'offres dans la presse.

Fait à ORAN Le
LE DIRECTEUR GENERAL



AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL & INTERNATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°18/2025

La société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes-Benz SPA, sise à la zone industrielle d'Aln- Boucheikif -Tiaret, Algérie NIF N° : 001214042326511, dénommée **SAFAV-MB**, lance un Avis d'Appel d'Offre National & International Ouvert avec exigence de capacités minimales, en vue d'une fourniture de : « Divers kits d'aménagement sur Sprinter VS30 ».

L'Appel d'Offre National & International Ouvert s'adresse à toute personne (s) physique (s) ou morale(s), publique(s) ou privée(s) :

- Carrossier algérien agréé par le ministère des mines ;
- Carrossier étranger certifié Mercedes-Benz VAN Partner.

Ceux qui sont intéressés par le présent Avis d'Appel d'Offre peuvent se présenter à l'adresse ci-après :

Société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes-Benz,
Secrétariat des commissions des marchés, zone Industrielle Ain Boucheikif 14040/ Tiaret

Les personnes déléguées pour le retrait du cahier des charges doivent se munir des documents suivants :

- Une copie conforme d'une pièce d'identité en cours de validité ;
- Une copie conforme à l'original de l'extrait du registre de commerce ;
- La lettre d'accréditation du représentant dûment désigné ;
- Le reçu de versement des frais de cession du cahier des charges d'un montant de Vingt Mille Dinars algériens (20 000,00 DZD) à l'agence bancaire B.E.A, Tiaret au compte de SAFAV-MB suivant (RIB : 002 00108 1082200293-17).

Les offres comprenant les pièces et documents exigés dans le cahier des charges devront être scindées en trois (03) parties :

- Un (01) dossier de candidature comprenant les documents requis par le cahier des charges ;
- Une (01) offre technique comprenant les documents requis par le cahier des charges ;
- Une (01) offre financière comprenant les documents requis par le cahier des charges ;
- Une caution de soumission supérieure à 1,1 % du montant de l'offre si ce dernier dépasse 250 millions DA.

Les offres de candidature, technique et financière sont insérées dans trois enveloppes séparées, anonymes et fermées, indiquant sur l'extérieur de chacune, respectivement les mentions suivantes :

« Dossier de candidature - A ne pas ouvrir- Appel d'Offre N°18/2025 »
Fourniture de Divers kits d'aménagement sur Sprinter VS30
« Offre technique - A ne pas ouvrir- Appel d'Offre N°18/2025 »
Fourniture de Divers kits d'aménagement sur Sprinter VS30
« Offre financière - A ne pas ouvrir- Appel d'Offre N°18/2025 »
Fourniture de Divers kits d'aménagement sur Sprinter VS30

Les enveloppes renfermant le dossier de candidature, l'offre technique et financière doivent parvenir sous plis fermé à l'adresse suivante :

Secrétariat des commissions des marchés,
Société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes-Benz
BP-061, zone industrielle Ain Boucheikif 14040/ Tiaret.

L'enveloppe extérieure doit être strictement anonyme et ne devra comporter que la mention :

« A n'ouvrir que par la Commission d'Ouverture des Plis et d'Evaluation des Offres »
Appel d'offre N°18/2025
Fourniture de Divers kits d'aménagement sur Sprinter VS30

La date limite de dépôt des offres est fixée le 30/09/2025.

La date d'ouverture des plis est fixée sur l'invitation remise conjointement avec le dépôt de l'offre.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 120 jours.

NB : Coordonnées des personnes à contacter :

Tel : 046 24 94 01/ 51

Email : secretariat_marche@safavmb.dz

log@safavmb.dz

République algérienne démocratique et populaire
Ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale
Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés
Agence de Relizane
NIF : 408025000100091

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N°02/2025

La caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés CNAS, agence de la wilaya de Relizane lance un Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales Pour la réalisation d'un « nouveau siège d'agence CNAS Relizane ».

Les candidats doivent remplir les conditions d'éligibilité suivantes :

- Capacités professionnelles (certificat de qualification et de classification professionnelle à la catégorie deux (02) et plus, activité principale Bâtiment)

Les entreprises remplissant les conditions d'éligibilité, intéressés par le présent avis sont invités à retirer le cahier des charges auprès du service des moyens généraux de l'agence CNAS de Relizane, contre paiement de la somme de 10000.00 DA représentant les frais de reproduction des documents.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

Le dossier de soumission doit contenir les pièces réglementaires exigées par l'article 17 du cahier des charges, notamment : moyens humains, moyens matériels, déclaration de probité, déclaration à souscrire, lettre de soumission etc....

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
« Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales
N°02/2025

Réalisation d'un nouveau siège d'agence CNAS Relizane ».

La durée de préparation des offres est de 30 jours à compter de la première parution de l'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP.

Le dépôt des offres se fera le dernier jour de la préparation des offres au plus tard à quatorze heures (14h00) au niveau de

Agence CNAS Relizane
Service des moyens généraux
Rue Beldjillali Hammani, Relizane

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres se fera le jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis se fera en séance publique le même jour à 14h00.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date de dépôt des offres.



AVIS D'ANNULATION DE L'ATTRIBUTION
DE L'APPEL D'OFFRE NATIONAL ET INTERNATIONAL
OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°05/2025

La Société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes-Benz SPA, sise à la zone industrielle d'Ain- Bouche kif –Tiaret, Algérie NIF N° : 001214042326511, dénommée **SAFAV-MB**, informe l'ensemble des soumissionnaires, ayant participé à l'avis d'appel d'offres national et international ouvert avec exigence de capacités minimales N°05/2025 portant fourniture de : « **Kits de Climatiseur Split (09 kW) pour Sprinter VS30 311 CDI** » lancé le 05/02/2025 dans les journaux « **Chourouk** » et « **El Watan** », que cet appel d'offres ainsi que son attribution lancée dans les mêmes journaux le 08/04/2025 sont **annulés**.

SOCIETE ALGERIENNE POUR LA FABRICATION DE VEHICULES DE MARQUE MERCEDES BENZ
BP N° 061 –Zone Industrielle Ain-Bouche kif 14100 (Wilaya de Tiaret)
046 24 94 01 046 24 94 01/02

ANEP N° 2531100823 Le Quotidien d'Oran 04/09/2025



Avis d'infirctuosité

La Société d'Etudes Technique d'Oran (SETO), informe l'ensemble des soumissionnaires que l'appel d'offres national ouvert N°02/DG/25, relatif à la **location de véhicules** :

- **Lot N°01 : Véhicules légers.**
- **Lot N°02 : Véhicules tout-terrain 4*4 double cabine.**

Est déclaré infructueux.

ANEP N° 2531100823 Le Quotidien d'Oran 04/09/2025



CONSULTATION RESTREINTE
FOUR POINTS BY SHERATON ORAN
N° 012/FPO-SIH/2025

L'Hôtel Four Points by Sheraton Oran lance une consultation restreinte aux entreprises et sociétés qualifiées dans le domaine de la fourniture des lots suivants :

Fournitures Marchandises (02 MOIS)

- Lot n° 01 : Bœuf & Veau frais
- Lot n° 02 : Agneau frais
- Lot N° 03 : Œufs de poulet datés
- Lot n° 04 : Condiments
- Lot n° 05 : Fruits
- Lot n° 06 : Légume & herbes fraîches
- Lot n° 07 : Volaille fraîche

- Les cahiers des charges seront retirés auprès du service des achats à compter de la date de la première parution dans les journaux.
- Le Bordereau des prix unitaires doit être rempli et cacheté en utilisant le modèle « Excel » fourni par Four Points By Sheraton » Département Achats ».
- Les offres financières et techniques doivent être soumises séparément dans une même enveloppe et les plis doivent être déposés au niveau du secrétariat de la Direction Générale sous forme de plis fermés et anonymes comportant la mention

« **A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres** »

Consultation restreint N° 012/FPO-SIH/2025 - Lot N° :

- **PS : Le candidat doit verser une somme de trois mille dinars (3000 DA) lors du retrait du cahier des charges au niveau de la caisse générale – Département Finances de l'Hôtel Four Points By Sheraton Oran**
- Le dernier délai de dépôt des offres est le 08/09/2025 à 14h00.

Hôtel Four Points by Sheraton Oran
Direction des Finances – Service des achats - Adresse : Boulevard du 19 Mars, Oran Algérie.

CONDOLÉANCES

*Le Président-Directeur Général, les membres du Conseil
d'Administration et le Collectif de la SPA ORAN-PRESSE
« Le Quotidien d'Oran » présentent leurs sincères condoléances
à leur ami et frère ABDELKADER Mhamed à sa famille et ses
proches à la suite du décès de son frère et les assurent de leur
profonde compassion.
Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir le défunt
en Son Vaste Paradis.*

Soudan
Un glissement de terrain au
Darfour fait des centaines de morts

Les autorités du Soudan, les Nations unies et des organisations humanitaires tentent mardi d'organiser les secours dans un village isolé de l'ouest du Soudan, où un glissement de terrain provoqué par des pluies torrentielles a fait des centaines de morts selon l'ONU.

La catastrophe, survenue lundi, a «complètement détruit» le village de Tarasin, situé dans une zone montagneuse difficilement accessible du Darfour, dans l'ouest du pays en guerre, selon un groupe armé local. «Des sources locales indiquent que 300 à 1000 personnes pourraient avoir perdu la vie», a fait savoir dans un communiqué le coordinateur de l'ONU au Soudan, Luca Renda, assurant que les Nations unies se mobilisaient avec ses partenaires humanitaires pour «fournir un soutien à la population». La veille, le groupe armé contrôlant la zone avait fait état d'«un millier de morts», lançant un appel à l'aide aux Nations unies et autres organisations humanitaires pour récupérer les corps des victimes.

«Des informations préliminaires indiquent que tous les habitants du village, dont on estime le nombre à plus d'un millier, sont morts, à l'exception d'une personne qui a survécu», avait écrit dans un communiqué le Mouvement/Armée de Libération du Soudan (MLS). Des images publiées par le MLS sur les réseaux sociaux montrent des pans de montagne effondrés ensevelissant le village sous une épaisse couche de boue, d'arbres déracinés et de poutres

brisées. On y voit aussi des habitants rassemblés sur une immense coulée de boue et de pierres dans une vallée entourée de hautes montagnes.

MASSES DE BOUE

«Des masses de boue sont tombées sur le village (...). Nos équipes humanitaires et les habitants locaux tentent de récupérer les corps, mais l'ampleur du désastre dépasse largement les ressources dont nous disposons», a déclaré à l'AFP via messagerie Abdelwahid Nour, qui dirige le MLS.

Le Soudan est ravagé depuis 2023 par une guerre meurtrière entre l'armée et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), provoquant la «pire crise humanitaire» contemporaine selon l'ONU, avec l'état de famine déclaré dans plusieurs zones et une épidémie de choléra liée aux conditions sanitaires.

Le MLS, qui contrôle plusieurs zones de la chaîne montagneuse du Jebel Marra où se trouve le village touché, est jusqu'à présent resté essentiellement à l'écart des combats.

L'Union africaine a exhorté dans une déclaration «toutes les parties prenantes soudanaises à déposer les armes et à s'unir pour faciliter la livraison rapide

et efficace de l'aide humanitaire d'urgence».

Dans un télégramme publié par le Vatican, le pape Léon XIV s'est dit «profondément attristé» par le drame, tout en saluant «les autorités civiles et les équipes de secours pour leurs efforts continus». La chaîne volcanique du Jebel Marra est située au sud-ouest de la ville d'el-Facher, capitale de l'Etat du Darfour-Nord, assiégée par les FSR depuis un an. La région est sujette aux glissements de terrain, en particulier pendant la saison des pluies qui atteint son pic en août.

Depuis avril 2023, la guerre pour le pouvoir entre le chef de l'armée Abdel Fattah al-Burhane et son ancien adjoint, le commandant des FSR Mohamed Hamdane Daglo, a fait des dizaines de milliers de morts et plus de 14 millions de déplacés, selon les chiffres de l'ONU.

«UN DÉSASTRE DOULOUREUX»

Lundi, les deux parties en conflit ont chacune appelé à la mobilisation sans parler de trêve. Le Conseil de souveraineté du général Burhane, qui dirige le gouvernement basé à Port-Soudan, a promis de mobiliser toutes les ressources disponibles face à ce «désastre douloureux».

Publicité

VILLAS

■A.V villa R+2, toutes comm, 300 m², la Lofa +A.V villa R+1 toutes com avec piscine, 270 m², la Lofa + A.V villa toutes comm R+1, 200 m², en face hôt. Prés. + A.V F3, 80 m², 9° avec ascenseur, bd des Lions + A.V F3, 75 m², 5° , avec ascenseur, Pépinière – Tél : 0773.24.62.36 - 0792.04.44.29

■Vds MM R+1, 300 m², 16m façade, Rdc : gd sal, 4 pes, aérées, garage + gde cour avec 1 pce /1er : piliers, entourage, actée + LF, à l'entrée de Hassi Bounif, Oran – 0696.04.93.23- 0542.84.28.72 Prix Ap visite

APARTEMENTS

■A vendre F2, 3° étage à Cap-Falcon, Oran acté, livret foncier superficie 55 m² - Tél : 0666.19.98.50

■La résidence El-Himma vous propose 23 apparts F4, 115/145 m² et F3, 92 m², équipés de luxe au front de route à côté daïera d'Oran et mosquée Ibn Badis cité Djamel 7 étages, ascenseur, parking S/Sol ou stationnement à l'extérieur. 0660.37.41.32 - 0542.68.15.04

■Vds des apparts F2-F3t F4 et F5 cuisines équipées, box à Millénium, Gambetta , wilaya , Fernand /Ville + Vds ou loue des locaux commerciaux à Oran – 0772.43.37.38/ 0660.88.46.15

EMPLOIS

■Offres d'emploi: Recrute technicien supérieur en froid et climatisation. Profil recherché : Formation de TS en froid et en électricité, maîtrise O/ Info et français de 03 ans min, résidant à Oran, Mission principale : mis en service, dépannage, maîtrise des groupes froids. Merci d'envoyer CV : contact@cime-dz.com

LOCAUX

■A louer RDC, 150 m², avec mezzanine + 2 étages à ORAN Ouest, situé face grand carrefour, bien fréquenté, avec aire de stationnement de plusieurs véhicules ; idéal pour banque, assurances et autres – Tél : 0771.75.93.12

PENSÉE

MOURO Fouad
Cher papa, un an déjà depuis que tu nous as quittés un 4 septembre 2024, pas comme les autres. Oran est triste, mon héros s'éteint, un silence s'installe, des cris muets se dégagent de ta bien-aimée, un retour à ma belle ambiance que tu m'as offerte et aux valeurs que tu m'as inculquées, ce qui a fait de moi ta fierté. Tes sourires, ta bonne humeur, ta bonté et ton honnêteté on fait de toi une légende. Moi, maman Asma, Réda, Zinou et tous tes petits-enfants ne t'oublieront jamais. On vit à travers nos beaux souvenirs.
الله يرحمك



AVIS DE DÉCÈS

C'est avec une immense tristesse que nous annonçons

le décès de la nièce

de Monsieur ABDERRAHMANE Aï,

survenue 03 août 2025. Puisse Dieu Le Tout-Puissant

accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.

إنا لله وإليه راجعون

TF1

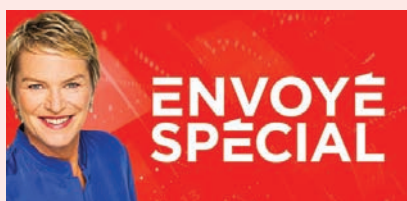
20.10 HPI



Saison 5 - Ep : Crack, Pshiiit, Haaaa
Alors que leur relation personnelle traverse une période délicate, Karadec (Mehdi Nebbou) et Morgane (Audrey Fleurot) se retrouvent plongés dans une enquête troublante suite à la mort mystérieuse d'un joueur de e-sport, dont le décès est suspecté d'être causé par un empoisonnement. En parallèle, Céline (Bérangère McNeese), déterminée à garder Morgane à ses côtés, propose à la consultante de passer le concours de la police, une perspective qui ne plaît guère à Morgane,...

2

20.05 ENVOYÉ SPÉCIAL



« La France du Boncoin » • « À quoi servent les réservistes ? » • « Des Français à la conquête du ring thaï » : Créé en 2006, Leboncoin s'est imposé comme l'un des sites les plus consultés de France. D'abord plateforme de petites annonces locales, il est devenu un baromètre des habitudes de consommation • « À quoi servent les réservistes ? » : Depuis le début de l'année, 12 000 Français se sont portés candidats pour devenir réservistes dans l'armée • « Des Français à la conquête du ring thaï » : De plus en plus de jeunes Français...

3

JEUDI

6

20.10 ALEX HUGO
CRIME DANS L'HÉRAULT



Dans la chaleur estivale du Cap d'Agde, l'effervescence nocturne d'une boîte de nuit huppée est brusquement assombrie par le meurtre de sa patronne, Natacha Fournier (Florence Pernel). Retrouvée assassinée dans son bureau, la jeune femme laisse derrière elle un mystère qui intrigue la vice-procureure Elisabeth Richard, épaulée par le capitaine Charles Jouanic (Guillaume Cramoisan) et l'adjudant-chef Caroline Martinez.

CANAL+
CINEMA

20.00 STING



En plein hiver australien, une petite météorite traverse l'atmosphère et s'écrase dans un appartement d'un immeuble. Ce mystérieux projectile, qui se révèle être un cocon, libère une araignée inquiétante. Charlotte (Alyla Browne), venue en visite nocturne chez sa grand-mère acariâtre, Gunter (Noni Hazlehurst), se retrouve rapidement au cœur d'une situation inattendue. Alors qu'elle explore l'appartement, Charlotte découvre la créature et, sans le savoir, libère une menace potentielle.

20.10 CAUCHEMAR EN CUISINE



Saison 15 - Saint-Vrain

Direction Saint-Vrain pour Philippe Etchebest. Dans cette commune de l'Essonne, le chef vient en aide à Steve, qui a repris un restaurant il y a trois ans. Par manque de moyens et de personnel, le gérant est aujourd'hui seul aux commandes de son établissement, que ce soit en salle ou en cuisine. Résultat : dépassé par les événements, il a laissé la situation se dégrader tant au niveau de l'hygiène que de l'organisation alors qu'il compte pourtant vingt ans...

CINE +
FRISSE

19.50 BÂTIMENT 5



Dans la cité populaire de Montvilliers, la démolition d'une imposante barre d'immeubles est célébrée comme un moment de renouveau, attirant l'attention du maire Gilbert Benoît (Anta Diaw) et des habitants. Cependant, cet événement tourne au drame lorsque le maire succombe brutalement à une crise cardiaque, laissant la communauté sous le choc. Pierre Forges (Alexis Manenti), un pédiatre peu enclin à la politique, se retrouve propulsé dans le rôle de successeur, sous l'œil inquiet de son ...

CANAL+

20.09 DEXTER : RESURRECTION



Saison 1 - Ep 5 : Murder Horny

Alors que Harrison (Jack Alcott) se prépare à se rendre au commissariat pour avouer un crime, la réapparition de son père, Dexter Morgan (Michael C. Hall), vient bouleverser ses plans. Dexter, toujours hanté par son passé de tueur, persuade son fils de faire une pause et de réfléchir aux conséquences d'une telle confession. Pendant ce temps, Harrison apprend que le détective Wallace (Dominic Fumusa) se rapproche de la vérité concernant le tristement célèbre « Boucher de Bay Harbour »...

CANAL+
family

19.50 LE PRINCE OUBLIÉ



Sofia, une fillette de 8 ans, grandit dans l'amour et la tendresse de son père, un veuf qui travaille dans un garage. Chaque soir, ce père dévoué lui offre des récits enchanteurs, peuplés d'un prince intrépide et de sa belle princesse, toujours menacés par le redoutable Pritprout. Ces histoires, à la fois féériques et palpitantes, deviennent le rituel sacré de leur relation. Alors que Sofia s'endort, le récit prend une tournure fascinante : le prince, incarné par un comédien,

TF1

19.35 ELIMINATOIRES
DE LA COUPE DU MONDE UEFA



Pour son entrée en lice dans les éliminatoires de la Coupe du monde 2026, l'équipe de France affronte l'Ukraine, lors d'une rencontre délocalisée en Pologne, au Wroclaw Stadium, en raison du conflit avec la Russie. Avec Ousmane Dembélé, potentiel vainqueur du Ballon d'Or, Kylian Mbappé ou Désiré Doué, les Bleus disposent d'une armada offensive qui fait peur à l'Europe entière. Ils sont logiquement favoris de ce duel, même si l'Ukraine se positionne comme le concurrent principal de la France...

2

20.10 CAPITAINE MARLEAU



Saison 4 - E 4 : L'homme qui brûle
Lily Terrier, une jeune coiffeuse pleine de vie, est retrouvée morte, empoisonnée au cyanure, dans le salon où elle exerçait son métier. Alors que l'enquête est lancée, la capitaine Marleau (Corinne Masiero) découvre une invitation au théâtre dans le sac à main de la victime, l'invitant à une représentation d'Othello, mise en scène par le charismatique Frédéric Lefranc (Gérard Darmon). Intriguée, Marleau se rend au théâtre et, au domicile de Sophie Terrier,...

3

VENDREDI

6

20.10 CANADA MANIA



Depuis la décennie 1970, les interprètes canadiens s'intègrent au paysage musical français grâce à leurs voix exceptionnelles et leur approche distinctive. Ce documentaire examine ainsi une relation privilégiée qui perdure depuis plus de cinquante ans. Des séquences d'archives alternent avec des interventions d'artistes majeurs des deux côtés de l'Atlantique, incluant Robert Charlebois, Isabelle Boulay, Lynda Lemay et Francis Cabrel. Cette exploration révèle les connexions culturelles...

CINE +
PREMIER

19.50 WEEK-END À TAIPEI



John Lawlor (Luke Evans), un agent de la DEA, a récemment mené une opération d'infiltration à Minneapolis, visant à démanteler un réseau de narcotrafic dirigé par Kwang, un restaurateur milliardaire aux activités douteuses. Pour approfondir son enquête, John se rend à Taipei, sans se douter qu'il va croiser le chemin de Joey (Lun Mei Gwei), son ancienne compagne qu'il a perdue de vue depuis 15 ans. Ce qu'il ignore également, c'est que leur passé commun a engendré un fils,...

20.10 J'EN CONNAIS UN RAYON



Julien Courbet met 50 candidats à l'épreuve dans des situations de consommation courante. Face à des scénarios que chacun peut vivre au quotidien, les joueurs doivent faire preuve de flair, de bon sens et d'astuce pour effectuer les bons choix lors de leurs achats. Le spécialiste de la grande distribution Olivier Dauvers et l'avocate Anne-Claire Moser apportent leur expertise. Alors qu'Élodie Gossuin, Gwendal Marimoutou et Caroline Margeridon participent à l'émission au profit d'associations, le gagnant peut remporter...

CINE +
FAMIZ

19.50 COEUR D'ENCRE



Depuis neuf ans, Meggie (Eliza Bennett) vit avec son père, Mo (Brendan Fraser), dans une quête incessante pour retrouver sa mère disparue. Leur vie bascule lorsqu'ils découvrent que Mo possède un don singulier : chaque fois qu'il lit à haute voix, les personnages de ses livres prennent vie. Ce pouvoir, bien que fascinant, est aussi une malédiction. En effet, lors d'une lecture, Mo a accidentellement libéré des antagonistes du roman "Cœur d'Encre", ...

CANAL+

20.10 L'AMOUR AU PRÉSENT



Almut, une jeune femme passionnée par l'art, mène une existence monotone dans le tumulte d'une grande ville. Tobias, un homme d'affaires prospère mais émotionnellement distant, ressent un vide inexplicable dans sa vie bien remplie. Leurs destins s'entrecroisent lors d'une rencontre fortuite dans une galerie d'art avant-gardiste, où une œuvre énigmatique capte leur attention commune. Cet événement marquant les pousse à s'interroger sur leurs choix et leurs aspirations.

CINE +
FRISSE

19.50 THE ONE



Le 24 août 1981, alors que la vie de Larisa et Vladimir Savitsky vient de prendre un tournant joyeux avec leur mariage, leur destin bascule lors d'un vol tragique à destination de Blagovetchensk. À bord de l'AN-24, l'avion amorce sa descente lorsque le choc dévastateur d'un bombardier Tupolev Tu-16 le frappe de plein fouet. L'impact est cataclysmique, provoquant la dislocation de l'appareil et projetant Larisa dans une partie de la carlingue, qui s'écrase dans la dense taïga sibérienne.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

- Personne à la ronde.
- Pays imaginaire où un gouvernement idéal règne sur un peuple heureux (L'). En poules, il est tête de série.
- La peste soit de lui ! Pigne.
- Nuages passés. Point. C'est à dire.
- Mémoire vive. Est ainsi de nature.
- Réserve aux messieurs. C'est cours comme pays.
- Une capote pour le soldat ! Lourd de symbole.
- Flotte US. On s'en bat l'œil.
- Dément. Enferme.
- Lucarnes.

Verticalement:

- Appellent autrement. Assortit.
- Il tient bien son sujet.
- Cocher. Le bien rendu en mal !
- Dans le temps. C'est elle qui fait le travail... en chantant Salvador.
- Quel désordre sous nos pieds ! Amie au barde. Engage des poursuites.
- Poisson grégaire. Meublé à l'ancienne.
- Parent. A titre indicatif.
- De la voie lactée. Infinitif.
- Fait de la coordination.
- Coupe en longueur. De droite à gauche. Saisit.
- Justes comme il faut !

R	R	N	O	I	T	C	A	R	T	T	A	E	T	E
E	E	O	E	H	C	I	N	N	T	G	R	G	C	
T	D	I	U	E	A	O	E	N	R	A	A	I	B	
N	R	S	F	U	R	M	M	E	A	N	R	R	I	R
E	A	N	S	R	E	A	M	T	S	E	E	A	U	U
T	G	E	E	R	R	E	I	P	M	R	I	S	S	E
I	N	T	A	E	L	G	A	E	E	S	S	E	E	S
N	I	F	P	B	N	R	N	I	R	I	C	E	R	S
R	F	M	A	U	E	T	M	E	T	N	S	E	H	O
E	E	M	R	N	I	U	C	O	E	I	U	E	A	R
T	I	E	C	O	A	A	T	I	T	O	R	T	J	G
A	R	E	R	H	L	O	C	N	D	M	U	E	A	R
M	B	D	C	G	L	S	A	A	I	S	E	T	R	A
V	I	S	I	O	N	H	M	N	O	I	V	A	R	D
M	I	N	O	U	L	A	E	E	D	R	A	B	M	E

AIMABLEMENT – AISE – AMADOUER – ATTRACTION
– AVION – BIAIS – BRIEFING – CAUSE – CHAUMIERE
– CHEF – CIRER – DROIT – EFFAREMENT –
EGAREMENT – EGRATIGNURE – EMBARDEE – GARDER –
GLACER – GRADE – GROSSEUR – HANTISE – HERMINE –
LOTO – MATERNITE – NICHE – ŒUF – OUTRE – RAJAH –
SCIENCE – TEMPERAMENT – TENSION – TENTER –
TERROIR – TETEE – TISSU – TRANSPARENCE – USER – VISION.

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est flasque.
- Mon 2e est une plante textile.
Mon tout est un appareil à broyer.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	S	A										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

10	3	7	3	12	1	6	7	7	6			
9	2	6		4		7	9	6	8			
7	2		2	14	6		5	9	1			
10	3		5	6	2	5	6		5			
4	14	2	3		5	3	4	6				
6	5	6	5	6		7	6	4	13			
5		16	1	5	9	7	7	6	4			
6	10		9	4		6	5		9			
16	9	4	7	6		4		12	5			
6	4	6	2		15		9	14	5			
7	7			15	4	9	15	4	6			
5	1	5	4	6	6		6		14			
	6		6	2	2	9	4	6	4			
5	4	6	11	6	2		6	5				
16	6	4	6		6	10	4	3	7			

Jeux proposés par Chérifa Benghani

SE PRODUIT, PARAIT DEUX FOIS PAR MOIS										JEU DE BOULES
	PRÉSIDENT D'APC							GRONDÉS		
	MESSAGE RETOURNÉ							UN PEU FOUS		
				NOTE PAS SÛR						
						OISEAU MAMANS			PRÉPOSITION COURS D'EAU	
	ARTICLE CONJONCTION				PLUMARDS ATTACHER					
						PRESTIGIEUX PRIX		ROULÉE FAIRE L'ANE PAS SI DOUX !		
				PÉRIODE CHICHE						
	EUT BIEN CHAUD PRONOM						BOEUF SAUVAGE AU BEAU MILIEU			
					FATIGUÉ ELLE PORTE LE HAÏK			POISSON D'EAU DOUCE MANCHETTE		
				ID EST BARIL						
PARCOURUE ASTRE DE LA NUIT		APPRISES MAIS OUI						CALAMITÉ RÈGLE		
							RÉPÉTÉE			

3	4					9	2		
7				3			5	8	
5		1	2				4		
	6			1				5	
	5				6	4			
9	2		5				6	1	
			4	5		8		6	
6			7				3	4	
						7			

SUDOKU N° 9362

FLECHES N°9361

P	S	A	F	R	A	N	
A	R		N	I		C	E
R	E	E		A	U	T	R
E		N	O	N		E	V
N	E	T		C	A	S	E
T	R	A	C	A	S		U
S		M	A	I		E	S
	P	E	L		F	E	R
M	O	E	L	L	E		S
E	U	S		E	N	A	
R	C		E	S	T	I	M
S	E	I	N		A	N	E

CROISÉS N°9361

I	N	T	I	M	A	T	I	O	N
M	O	I		E	R	O	D	E	E
P		P	A	R	A	D	E	N	T
E	D	I	L	E			E	S	T
N	I		I		E	M	S		E
I	N	U	T	I	L	E		V	I
T	E	L	E	P	A	T	H	I	E
E	T	E		E	N	T	E	E	
N	T		P	C		R	I	N	G
T	E	S	T	A	M	E	N	T	S

SUDOKU N°9361

5	4	7	2	3	6	1	8	9
3	8	9	7	1	5	4	2	6
1	6	2	8	4	9	5	3	7
4	5	8	3	9	2	7	6	1
2	9	6	5	7	1	8	4	3
7	3	1	4	6	8	2	9	5
9	7	3	1	8	4	6	5	2
8	1	5	6	2	3	9	7	4
6	2	4	9	5	7	3	1	8

CODES N° 9361

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
N	A	I	V	G	P																		
L	C	M	F																				

FOUILLIS N° 9361:

CHAPELURE

(Chat - Pelure)



Grèce: vaste fraude aux aides agricoles européennes

Une enquête initiale des autorités grecques a révélé que le montant de la vaste fraude présumée aux subventions agricoles européennes octroyées à la Grèce et qui fait l'objet d'une enquête européenne a déjà atteint 22,6 millions d'euros, selon le ministre de la Protection du citoyen mardi. A la suite de dénonciations, 6.354 cas de demandes d'aide ont été examinés jusqu'ici par les autorités grecques dont 1.036 se sont révélées illégales et le total des montants indûment octroyés «s'élève à 22.667.522 d'euros», a précisé Michalis Chryssochoïdes en présentant les conclusions d'une enquête initiale des autorités grecques. Ceux qui ont perçu illégalement des aides européennes sont soupçonnés surtout de «fausses déclarations de propriété de parcelles agricoles» ou de «fausses déclarations de propriété de cheptel», a précisé le ministre conservateur. Les enquêteurs européens avaient alors indiqué qu'un nombre important de personnes avaient obtenu des versements d'argent après de fausses déclarations.

Migrations : la Grèce vote une loi sur les «retours forcés» des sans papiers



Le Parlement grec a adopté mercredi une loi controversée prévoyant des «retours forcés» des demandeurs d'asile déboutés et criminalisant le séjour illégal dans le pays passible désormais de peines de prison allant de deux à cinq ans. Malgré de nombreuses critiques de la part du Haut commissariat des réfugiés, du médiateur du citoyen grec, du syndicat des juges administratifs et de nombreuses ONG des droits humains, le projet a été voté par la majorité conservatrice au pouvoir de la Nouvelle-Démocratie (ND), le parti nationaliste Niki et des députés indépendants d'extrême droite après un débat houleux à l'Assemblée entamé mardi. L'ensemble des partis d'opposition de gauche ont voté contre cette loi, selon le bureau de presse du Parlement. Les socialistes du Pasok ont qualifié la loi d'«illégal», «chaotique» et «inapplicable» et le KKE (communiste) de «raciste» et «honteuse». La loi prévoit «des retours forcés» pour des demandeurs d'asile déboutés au cas où ces derniers n'optent pas pour «le retour volontaire» dans leur pays.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Missile nucléaire, drones et laser : les armes chinoises dévoilées lors du défilé



La Chine a dévoilé mercredi lors d'un défilé militaire un énorme missile balistique intercontinental, capable de porter une ogive nucléaire, parmi une série de nouveaux équipements permettant d'afficher sa force de dissuasion face aux Etats-Unis.

L'événement, scruté par les observateurs militaires, s'est tenu en présence de nombreux dirigeants étrangers, dont le président russe Vladimir

Poutine et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un.

Le nec plus ultra des équipements militaires chinois a ensuite défilé sur l'immense place Tiananmen, cœur névralgique de Pékin, sous les acclamations d'une foule enthousiaste et au son d'une musique triomphale. Parmi les nouveautés figurait le DF-5C, un missile balistique intercontinental (ICBM), aux mensurations impressionnantes, qui

a provoqué les vivats de la foule. Présentées sur d'imposants camions aux couleurs camouflage, ces armes qui peuvent porter simultanément de nombreuses ogives nucléaires, symboles de dissuasion par excellence, appartiennent à la série Dongfeng («Vent d'Est»). Selon le journal étatique Global Times, le DF-5C, nouvelle version du DF-5 déjà existant, est capable de frapper n'importe où sur Terre.

Burkina : le directeur français d'une ONG arrêté en juillet pour espionnage

Un ressortissant français, le directeur au Burkina Faso de l'ONG INSO spécialisée dans la sécurité humanitaire, a été arrêté fin juillet à Ouagadougou, soupçonné d'espionnage, ont indiqué mercredi plusieurs sources informées du dossier, confirmant une information du Monde.

Le Burkina Faso est dirigé depuis près de trois ans par une junte autoritaire qui a tourné le dos à l'Occident et à la France en particulier.

Selon une source proche du dossier, le travailleur humanitaire est «bien traité» et son organisation est en «contact avec les

autorités du Burkina Faso» pour obtenir sa libération.

L'ONG, basée à la Haye aux Pays-Bas, fournit notamment des analyses sécuritaires pour d'autres associations humanitaires. Le 31 juillet, elle avait été suspendue trois mois par les autorités burkinabè pour «collecte de données à caractère sensible sans autorisation préalable».

Entre juin et juillet, la junte a révoqué en l'espace d'un mois l'autorisation d'exercer de 21 ONG et suspendu dix autres associations pour une durée de trois mois.



La justice française saisie pour «manquement» de l'Etat à «prévenir un génocide» à Gaza



Une association de juristes a demandé à un tribunal à Paris de condamner l'Etat français «pour l'absence de mise en oeuvre de son obligation de prévention du crime de génocide» commis potentiellement, selon elle, par Israël à Gaza, selon son recours vu mardi par l'AFP.

L'Association des juristes français pour le respect du droit international (Jurdi), qui a formulé sa requête auprès du tribunal administratif, estime que la France est tenue à une telle obligation en tant que signataire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948.

L'association de juristes demande que la justice «ordonne à l'Etat (français) des décisions et des initiatives concrètes vis-à-vis de l'Etat d'Israël (...) pour prévenir le crime de génocide».

L'association Jurdi épingle notamment des livraisons d'armes françaises à Israël, présentées comme «défensives» par les autorités françaises.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

PÉTARADES ET PROVOCATION

pour adresser un hymne grassement financier au tintamarre et au bruit.

Nonobstant les graves accidents et blessures que la poudre et le feu infligent à l'enfance, c'est la réelle torture que l'événement fait subir aux portemonnaies des ménages et par là à toute l'économie du pays.

On a toujours du mal à comprendre que d'un côté on affiche de vilaines grimaces face à la cherté de la vie et d'un autre on tient à aller chercher un plaisir factuel et décousu en avilissant un argent source de subsistance et de vie.

Le comportement de la société, pas dans

sa majorité fort heureusement, donne souvent une représentation incongrue sur le déroulement déphasé de son quotidien. On recommande toujours aux parents de faire preuve de célérité, mais le douloureux problème veut qu'ils soient eux-mêmes pour une grande part les vrais acteurs de la gabegie. Certains même vont jusqu'à croire que la foi et la piété ne doit pas se limiter à se mettre à genoux sur le tapis de la prière, mais exigent aussi les fantasmes dépensiers.

Devenu une seconde religion, le m'astu-vu, en finalité, que ce soit pour les mariages ou les fêtes sacrées, ne sert qu'à l'étalage de l'opportunisme commercial vorace et féroces flibusteries. Il est aussi et surtout une provocation à l'adresse des familles démunies et dans le besoin.